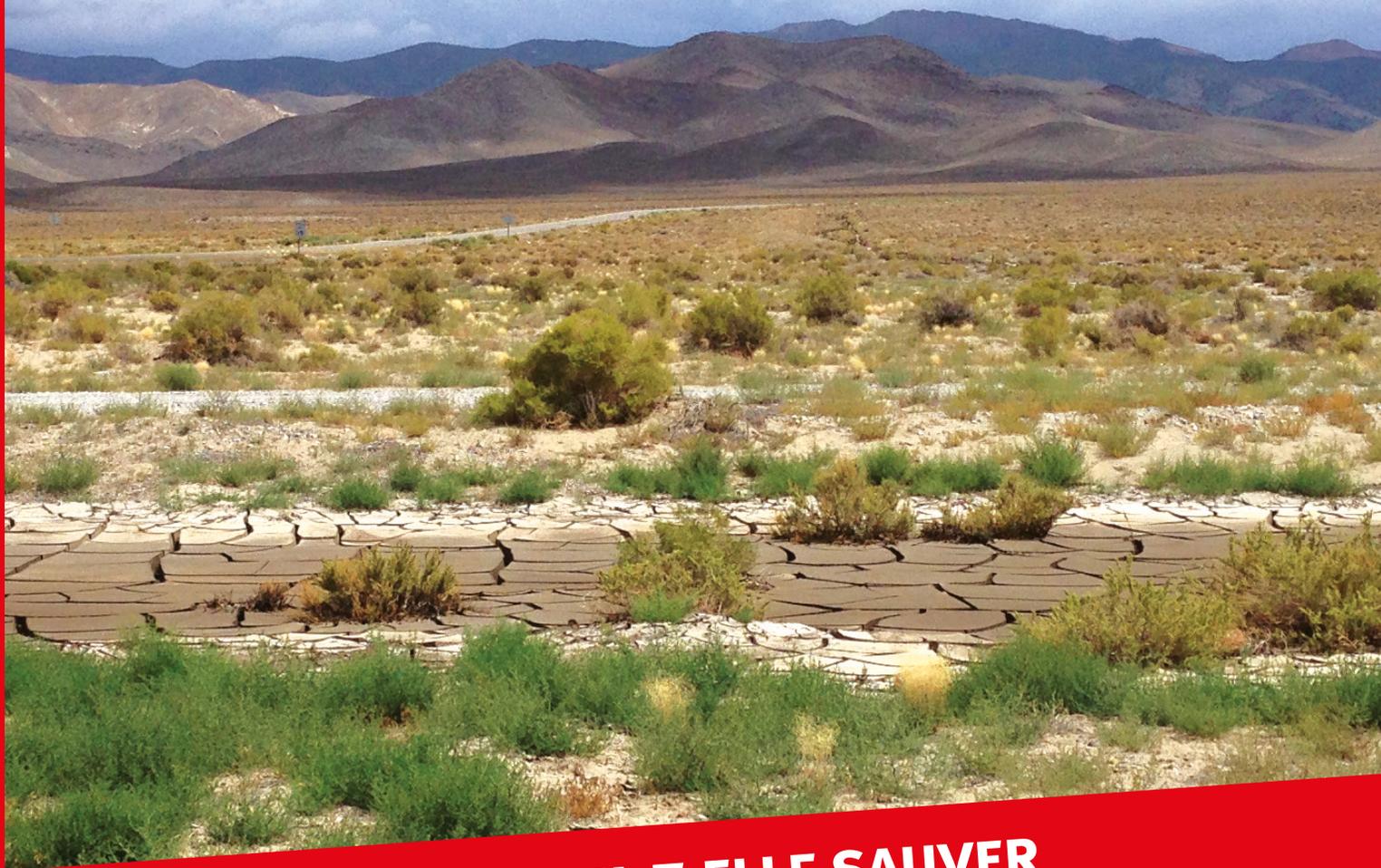


*l'Anti*capitaliste

N°107 | SEPTEMBRE 2019 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



**LA SCIENCE VA-T-ELLE SAUVER
OU FAIRE DISPARAÎTRE L'HUMANITÉ ?**



DÉGAGER MACRON ET SA POLITIQUE



**LA LUTTE DES URGENTISTES : UN
HÔPITAL AU BOUT DU ROULEAU**



**HONG KONG : UNE ÉPINE DANS LE PIED
DU COLOSSE CHINOIS**

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Regrouper les mécontentements **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Larrache

Construisons l'acte II des mobilisations pour dégager Macron et sa politique **P4**

Julien Salingue Unitaires et anticapitalistes : il n'y a pas d'alternative **P6**

CorrespondantEs

La lutte des urgentistes : conséquences d'un hôpital au bout du rouleau **P8**

CorrespondantEs Les particularités de la lutte des personnels urgentistes **P10**

JL La perte du sens du travail à l'hôpital **P11**

Raphaël Greggan Une année de mobilisation dans l'éducation **P13**

AU Loong Yu Hong Kong : une épine dans le pied du colosse chinois **P15**

DOSSIER

Yohann Emmanuel La science va-t-elle sauver ou faire disparaître l'humanité ? **P17**

Hubert Krivine L'intelligence artificielle est-elle intelligente ? **P19**

André Vitalis Ambivalences de la « révolution numérique » **P23**

Christine Poupin

Les scientifiques et le climat : lanceurs d'alerte, cautions ou pousse-au-climaticide ? **P25**

Sud-Recherche EPST Pour une recherche scientifique au profit de l'agroécologie **P27**

Régine Vinon Lecture : *En attendant les robots, enquête sur le travail du clic* **P30**

DISPARITION

Jan Malewski

Karol Modzelewski (1937-2019), un intellectuel militant pour l'égalité et la liberté **P33**

LECTURES

Mimosa Effe

La révolution féministe : la nouvelle vague et l'élaboration d'une stratégie féministe **P35**

FOCUS

Jean-Baptiste Pelé Il y a 40 ans : la révolution iranienne **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
Wikimedia Commons



Un père et son enfant avec un foulard G7EZ, manifestation contre le G7, 24 août 2019.
Copyright : Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Étranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Régine Vinon, Henri Wino.

Pour contacter la rédaction : contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Ross Harrold

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Regrouper les mécontentements

PAR RÉGINE VINON

Malgré une communication de rentrée, laissant croire que Macron et son gouvernement ont changé, malgré une fausse reculade sur le problème des retraites, cette rentrée voit le mécontentement enfler de partout : profs, urgentistes en colère. La réforme brutale des retraites est en marche, visant à léser des millions de gens. Le problème qui se pose à nous est d'unifier nos colères.

HARO SUR LES CHÔMEURS

Car la réalité est bien là : un chômage toujours au plus haut, malgré les rodomontades du gouvernement, qui, à défaut de le faire baisser, s'ingénie à diminuer le nombre de chômeurs en les radiant en masse (45 000 personnes rien qu'un juillet dernier, d'après Pôle Emploi, soit une hausse des radiations de 12,8% par rapport au trimestre précédent). La réforme contre les chômeurs, votée cet été, aura comme conséquence de diminuer, voire de supprimer leurs indemnités, et de leur faire accepter n'importe quel emploi, toujours plus mal payé. À noter que des « emplois » de livreurs déposés par Deliveroo et Uber Eats, se retrouvent sur le site de Pôle Emploi !



Photothèque Rouge / JMB

LES DIVIDENDES EXPLOSENT

Dans le même temps, la France conserve son statut européen de pays qui verse le plus de dividendes à ses actionnaires, 51 milliards de dollars au deuxième trimestre 2019, un niveau historique jamais atteint. Depuis 2009, les 2/3 des bénéfices ont été aux actionnaires.

GILETS JAUNES ET MOUVEMENTS SOCIAUX

Ceci explique sans doute cela. De nombreux salariés, auto-entrepreneurs, artisans, ne s'en sortent plus, d'un côté. Et de l'autre, les services publics partent à la dérive, disparaissent des territoires, faute de moyens, réservés en grande partie aux grosses entreprises, arrosées de milliards d'argent public. Trop, c'est trop, ont réagi les Gilets jaunes. Cette politique injuste a été ressentie comme insupportable au moment où l'ISF a été supprimé, les aides au logement rabotées, et les taxes sur le gazole augmentées. Un cocktail explosif. Il faut noter que ce mouvement a la particularité d'être né en dehors des structures syndicales et politiques, et pourtant, il a marqué, et comment, ces derniers mois. Un autre mouvement en train de se consolider, est celui de la grève des urgentistes : à travers leur collectif inter-urgences, ils se sont organisés à la base, sans attendre les hypothétiques et parcellaires appels

syndicaux et atteignent, à l'heure où nous écrivons, les 225 services en grève dans le pays.

S'ORGANISER À LA BASE

En cette rentrée, les appels syndicaux se sont multipliés, un jour les enseignants, un autre pour la défense des retraites (FO le 21 septembre et la CGT le 24 !), un autre pour le climat, sans parler des samedis où les gilets jaunes reprennent leurs manifestations. À quoi rime cet éparpillement alors que nous sommes tous attaqués de la même façon, et pour les mêmes raisons ? Les soignants, les postiers, les profs, tous les fonctionnaires pâtissent de la politique de transfert massif d'argent des caisses de l'État vers les grandes entreprises et des baisses des impôts sur les riches (ISF). D'un autre côté, les entreprises privées licencient massivement. Rien que dans les banques, HSBC va supprimer 4000 postes, BNP 20% de ses effectifs français, 750 à la Société Générale. Sans parler de l'ex-Whirlpool, Conforama, General Electric (dont l'ancienne directrice générale a reçu la légion d'honneur par Macron en juillet), Ford, Sanofi,

et tant d'autres. C'est d'une politique globale d'attaques contre tous les salariés, fonctionnaires ou non, précaires ou non, qu'il s'agit. Et ce n'est certainement pas en répondant au coup par coup, comme nous y incitent les grandes centrales syndicales, que nous pouvons la mettre en échec. C'est en nous organisant à la base, en nous regroupant à l'échelle nationale, que nous pourrions mettre un coup d'arrêt à toutes ces menaces qui planent sur nos vies, notre futur, notre planète. Tout est en effet lié : ce sont les mêmes qui licencient, cassent le code du travail, précarisent à tout va, et détruisent la planète pour leurs seuls profits. Macron se désolé de l'Amazonie qui brûle, mais pour nourrir le bétail, des entreprises françaises ont importé 3 millions de tonnes de soja brésilien cette année, ce qui participe de la déforestation en Amazonie. Tout comme l'importation de bois coupé illégalement, par l'un des leaders mondiaux du négoce de bois, un groupe français, d'après l'ONG Amazon Watch.

Devant l'urgence, il n'est plus temps de demander gentiment aux organisations ouvrières d'organiser la riposte. Si elles devaient le faire sérieusement, elles l'auraient déjà organisé, ou du moins, essayé de le faire. C'est pourquoi il faut s'appuyer sur les exemples existants des Gilets jaunes, du collectif inter-urgences, et de bien d'autres initiatives de ce type, pour organiser et contrôler notre riposte. □

Construisons l'acte II des mobilisations pour dégager Macron et sa politique

PAR ANTOINE LARRACHE

L'été a été chahuté pour Emmanuel Macron, à l'image du défilé du 14 Juillet, auquel des Gilets jaunes se sont invités. Avec quinze démissions de ministres et de secrétaires d'État, le dernier en date étant François de Rugy, il dirige le gouvernement qui, depuis 15 ans, aura usé ses membres le plus rapidement. Cela illustre le coût politique des attaques qu'il organise contre les classes populaires, et auxquelles le mouvement ouvrier doit chercher à mettre fin en cette rentrée.

Pourtant, le gouvernement n'envisage pas un quart de seconde de ralentir ses attaques. Dans le contexte de guerre économique mondiale que nous vivons actuellement, il cherche à réduire la part de la valeur ajoutée qui va aux travailleurs/ses pour la transférer au capital. Le rapport d'Oxfam a révélé que la France est bel et bien engagée sur cette voie, étant « *le pays au monde où les entreprises cotées en Bourse reversent la plus grande part de leurs bénéfices en dividendes aux actionnaires* ». La volonté de limiter à 14% du PIB la part des richesses consacrées aux retraites, alors que la population retraitée augmente, s'inscrit dans cette démarche. Il s'agit de réduire les pensions coûte que coûte, puisqu'il ne saurait en réalité être question de faire travailler jusqu'à 67 ans ou plus les salariéEs dans une période où le chômage des seniors est massif et où la durée de vie stagne, voire se réduit, tout comme la durée de vie en bonne santé. Selon l'épidémiologiste américain Philip Landrigan, du Boston College, cité par Le Monde, « *la montée des inégalités est la première cause de cette stagnation de l'espérance de vie* ». « *Même dans un pays comme la France, avec son accès universel aux soins, l'augmentation du nombre de pauvres va tirer l'espérance de vie vers le bas. D'autant que ce sont aussi eux qui subissent le plus lourdement les effets de la pollution de l'air* ».

CASSER LES RETRAITES

Les hésitations sur « l'âge pivot » ressemblent fort à de l'enfumage : après avoir fait miroiter qu'il serait possible de partir avec une retraite à taux plein à

64 ans, le gouvernement rétropédale en ne parlant plus que de la durée de cotisation... et ayant habitué l'opinion publique à parler de 64 ans comme âge de référence au lieu des 62 ans.

Le fond de l'affaire est pourtant de savoir au bout de combien d'annuités, et à quel âge, on peut partir avec une retraite permettant de vivre correctement. Actuellement, l'âge moyen de départ s'établit autour de 63 ans, et la retraite moyenne est de 1294 euros nets par mois (1617 euros pour les hommes, 990 euros pour les femmes...).

Les projets du gouvernement visent à réduire les pensions, une nouvelle fois. Mais surtout, par la pseudo-unification du régime de retraites et le système par points, à casser tout rapport collectif aux retraites. Si les retraites sont calculées sur l'ensemble de la carrière au lieu des dernières années, et si chacun accumule des points, autant dire qu'on n'y comprendra plus rien et que chaque salariéE se retrouvera seulE face à ses difficultés.

LES RETRAITES, « LA MÈRE DES BATAILLES » ?

Il s'agit pour le gouvernement d'en finir avec le constat que la protection sociale constitue un profond unificateur de la classe laborieuse : en 1995, en 2003, en 2010, le monde du travail s'est mobilisé pour les retraites, certes essentiellement dans le secteur public, mais avec le soutien de différentes couches sociales au travers de ce qui fut désigné comme une « grève par procuration ». Dans la situation actuelle de crise économique et de chute de la légitimité de Macron, patronat et gouvernement se passeraient

bien de ces confrontations de masse, qui peuvent déboucher sur des remises en cause politiques bien plus larges que les revendications mises en avant au départ de l'action. De notre point de vue, il s'agit justement de défendre cet acquis social fondamental qu'est la protection sociale, de s'en servir comme ce qu'elle est : un secteur refuge pour les travailleurs. ses, une base arrière partiellement extraite des rapports capitalistes, pour unifier et mener au combat global contre les classes possédantes. La prise en charge par l'impôt des systèmes de solidarité visant à compenser partiellement les pertes de points pour les femmes, les précaires ou autres, ainsi que le recours à des caisses privées pour augmenter les pensions pour celles et ceux qui en auront les moyens, tout cela s'inscrit dans le projet global de privatisation du système de protection sociale dont le budget représente un quart du PIB, c'est-à-dire plus que le budget de l'état. Un objectif de hold-up dont rêvent des fractions de la bourgeoisie. Le système de retraites par répartition montre qu'il est possible de sortir des rapports de concurrence de larges sphères de la société, alors que l'objectif du gouvernement est au contraire d'y faire rentrer de nouveaux secteurs. C'est ce qui est constaté dans l'éducation avec les réformes Blanquer, ou à la SNCF avec la mise en place de la réforme, ou encore avec la privatisation d'ADP et, dans un autre style, de la Française des Jeux. La mobilisation des Gilets jaunes, qui n'a peut-être pas dit son dernier mot, montre aussi une soif de ne plus subir l'augmentation des inégalités, l'enrichissement d'une minorité

et l'appauvrissement des classes populaires, notamment des retraités.

UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DES MOBILISATIONS

Les dates de mobilisation s'accumulent déjà en septembre. Pour les retraites, à la Ratp le 13 septembre, mais chez les pilotes, les avocats, les infirmières le 16 septembre. Contre les réorganisations à EDF le 19. Pour les retraites à l'appel de FO le 21, à l'appel de la CGT et des syndicats de la SNCF le 24 septembre. Tandis qu'une partie du mouvement social avait prévu, en amont, de faire de la signature de la demande de référendum pour ADP le cœur de son activité de rentrée. Les perspectives sont donc fortement séparées par les appareils syndicaux, qui n'envisagent pas manifestement de construire un mouvement unifié contre Macron et le patronat, encore moins une grève générale. Mais ce n'est pas vraiment une surprise. La CFDT a même indiqué que sur la question des retraites, elle faisait le « *choix de la concertation*¹ ». Pourtant cette orientation ne masque pas les mobilisations qui semblent s'exprimer dans divers secteurs. En plus de celles déjà citées plus haut, la grève des urgences continue malgré les obstacles. Des grèves sont annoncées dans l'Éducation en raison des difficultés budgétaires de la rentrée et des réformes Blanquer. Le référendum pour ADP a recueilli 700 000 signatures sur les 4,7 millions nécessaires avant le 12 mars 2020.

L'illégitimité du gouvernement Macron et l'usure de son gouvernement montrent que la voie de la contestation n'est pas bouchée, à condition, entre autres, de ne pas la détourner vers des perspectives électorales comme les élections municipales.

LA BATAILLE DE L'UNITÉ

Le gouvernement, malgré ses difficultés, a montré qu'en s'appuyant sur la force des institutions antidémocratiques de la Ve République (49-3, état d'urgence, ordonnances), chaque année plus répressives, il était capable de tourner le dos aux mobilisations et de se maintenir. Nous avons donc besoin, comme de plus en plus régulièrement ces dernières années, de mouvement massifs, unitaires pour obtenir des victoires. Un mouvement qui ressemble le plus possible à une grève générale, touchant divers secteurs en grève reconductible, en entraînant d'autres, mêlant revendications concrètes et mots d'ordre politiques.

La division des forces est un obstacle très important sur cette route. Sans illusion mais sans réserve, nous interpelons l'ensemble des courants du mouvement ouvrier, partis, syndicats, associations, pour agir ensemble contre Macron et le patronat, pour unifier les luttes, les mener toutes de façon coordonnée. Il faut mettre en difficulté les forces qui refusent cette unité, que ce soit pour en réalité chercher des accords avec le gouvernement comme la direction de la CFDT, ou que ce soit en raison d'objectifs électoraux. Faire en sorte que les bases militantes dans toutes les organisations se positionnent pour une action coordonnée, en particulier par le biais de prises de positions locales, dans les villes, les quartiers, les entreprises.

La question des retraites est, de ce point de vue, un point de départ important, tant sur la forme – la nécessité d'une riposte militante unitaire, que sur le fond – le combat contre la concurrence généralisée, les privatisations, les inégalités sociales. Nous devons avancer des revendications unifiantes, comme la retraite à taux plein à 60 ans pour touTEs (55 ans pour les métiers pénibles), le partage du temps de travail sans perte de salaire (pour financer les retraites comme en finir avec le chômage), l'arrêt des privatisations, 300 euros d'augmentation mensuelle pour touTEs, l'arrêt de la répression policière et raciste, le départ de Macron.

ET LA MISE EN ACTION IMMÉDIATE

Se battre pour l'unité, interpeler les autres courants, n'est pas une démarche suffisante pour obtenir les succès auxquels nous aspirons. En effet, les journées de grève sans lendemain, qui sont en quelque sorte le summum de la combativité des appareils syndicaux, ne suffisent pas pour gagner, comme les luttes de ces dernières années l'ont montré. Les manifestations du samedi non plus, même quand elles ont été aussi massives et déterminées que celles organisées par les Gilets jaunes. Il faudra que des secteurs entiers s'engagent dans des grèves reconductibles, que ce soit des entreprises particulières, des départements ou des villes. La grève produit un effet très particulier et irremplaçable : en sortant les salariéEs de la production et de la pression de la vie quotidienne, elle leur permet de construire des solidarités et une vision d'ensemble des rapports de forces et des problèmes politiques que posent les mobilisations.

De ce point de vue, le regroupement des courants qui sont prêts à construire ce type de mouvement, sans attendre l'unité la plus large, peut jouer un rôle positif d'entraînement. Il ne s'agit pas de se couper des organisations ou des couches qui ne sont pas prêtes à se mobiliser. C'est d'ailleurs un des risques majeurs dans les luttes actuelles : une partie des salariéEs mobiliséEs sont prêtEs à partir en grève dure, organisent des assemblées générales, sont même prêtEs à des confrontations avec les forces policières, mais ils et elles ne parviennent pas à se lier aux travailleurs.ses qui ne sont pas convaincuEs des revendications, de la possibilité de gagner ou de la tactique à suivre. Il s'agit donc de jouer un rôle de locomotive pour accélérer les rythmes. D'organiser des tournées sur les lieux de travail, des diffusions de tracts, d'appeler à unifier les différentes actions, mais aussi rédiger des argumentaires, des appels à la grève, formuler des revendications unifiantes et radicales, organiser des assemblées générales. De la même façon, ces dernières se soldent parfois par des réunions sans réelle représentativité, qui tentent de diriger des grèves sans en avoir la légitimité, ce qui décrédibilise l'AG et aide les appareils syndicaux à ne pas construire les structures d'auto-organisation. Cette dernière ne s'entend que si elle représente effectivement réellement un secteur mobilisé, qu'elle dépasse les militantEs habituelLEs, notamment en répondant à des objectifs et tâches pratiques pour la construction de la lutte.

Cette tactique se décline pour l'essentiel sur le plan local, avec les organisations qui ont soutenu les Gilets jaunes (des sections syndicales CGT ou Solidaires, des collectifs de lutte contre les violences policières...) pour proposer des appels à la grève, des assemblées de discussion interprofessionnelles, des revendications communes.

Il s'agit de faire profiter les prochaines mobilisations des leçons de ces dernières années, de la reconstruction de collectifs de lutte, sans se mettre à dos le « vieux » mouvement ouvrier, dont les appareils s'entendent pour freiner les mobilisations, mais dont les forces vives possèdent encore, et il faut en profiter, une capacité de mobilisation et une conscience politique irremplaçables. □

1. https://www.cfdt.fr/portail/actualites/l-avenir-des-retraites/reforme-des-retraites-une-nouvelle-concertation-s-engage-srv2_1005905

Unitaires et anticapitalistes : il n'y a pas d'alternative

PAR JULIEN SALINGUE

Face à un gouvernement déterminé à poursuivre son entreprise de destruction sociale et d'écrasement de résistance, et avec la menace de plus en plus pesante de l'extrême droite, la gauche sociale et politique n'a d'autre choix que de changer de braquet.

Les élections européennes de mai ont été marquées par la construction et la mise en scène de la vraie-fausse alternative Macron-Le Pen, avec une droite « traditionnelle » laminée et une gauche faible et divisée. Après 6 mois de mouvement des Gilets jaunes, difficile dès lors de ne pas voir dans le scrutin européen, malgré le caractère toujours déformé des cristallisations électorales, une expression de la « discordance des temps » chère à Daniel Bensaïd : temps social et temps politique, s'ils ne sont pas disjoints, ne se confondent pas, et une mobilisation sociale, aussi puissante soit-elle, ne provoque pas mécaniquement un recul des forces gouvernementales et/ou réactionnaires et un renforcement des forces de la gauche radicale/révolutionnaire.

On ne pouvait qu'être d'accord avec la philosophe Barbara Stiegler lorsqu'elle affirmait, au lendemain des élections européennes, ce qui suit : « *Les résultats sortis des urnes ne rendent absolument pas compte de tout ce qui s'est produit d'inouï, de complètement inédit dans notre vie politique depuis six mois. Où est le mouvement des Gilets jaunes dans les urnes ? Nulle part. Cette distorsion spectaculaire montre qu'il y a un dysfonctionnement majeur dans notre démocratie*¹ ». Mais au-delà de ce constat, et sans céder à la tentation/illusion de la construction de l'improbable « débouché politique aux luttes » – qui fait fi des singularités du champ politique et qui nie, en dernière instance, le rôle autonome et donc la nécessité du parti –, la question demeure posée du décalage, qui n'est pas qu'électoral, entre, d'une part, la combativité et la radicalité qui s'expriment dans les récentes mobilisations sociales et, d'autre part, le peu

d'audience et le peu de poids des forces de la gauche radicale/révolutionnaire, qui ne peut se résumer à un – réel – « *dysfonctionnement majeur dans notre démocratie* ».

LES GILETS JAUNES : UN RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Indéniablement, le moment Gilets jaunes est celui d'un rendez-vous manqué. Souvent méfiante, parfois méprisante, la gauche sociale et politique n'a pas voulu, n'a pas su, se lier avec un mouvement qui, aussi hétérogène et surprenant fût-il, a été – et demeure, malgré un net ralentissement – l'expression du surgissement, sur la scène sociale et politique, d'une importante fraction de notre classe. Il ne s'agit évidemment pas de nier les difficultés objectives qui résident dans toute tentative de construire des liens avec des catégories délaissées, voire ignorées, par le mouvement ouvrier, à l'égard duquel une certaine hostilité a même pu s'exprimer chez les Gilets jaunes. Mais ces difficultés étant pointées, le choix offert aux organisations politiques ne peut se résumer à l'alternative « dissolution dans la mobilisation vs position extérieure au mouvement », deux positions qui, aussi opposées puissent-elles être, se rejoignent sur un point essentiel : nier la capacité d'initiative et d'intervention propres des organisations politiques.

À sa modeste échelle, et après avoir lui aussi, dans les premières semaines de novembre, fait preuve d'une certaine méfiance à l'égard d'un mouvement alors en construction, insaisissable et explicitement soutenu par l'extrême droite, le NPA a tenté de s'extraire de cette alternative paralysante. En construisant loyalement, partout où cela était possible, le mouvement des

Gilets jaunes, en contribuant à sa structuration et en y défendant des perspectives d'élargissement et de convergences avec d'autres secteurs mobilisés. Mais aussi en développant, en tant qu'organisation nationale, une politique de soutien à la mobilisation et à ses revendications, articulée autour de la popularisation de mesures d'urgence sociales, démocratiques et écologiques, en tentant – avec des succès divers – de regrouper forces sociales et politiques pour constituer des « pôles » participant activement aux manifestations du samedi, et en défendant la perspective d'une nécessaire articulation entre manifestations, blocages et grèves.

FRANCHIR DES CAPS DANS L'ORGANISATION DE LA RÉSISTANCE

C'est dans la continuité de cette politique que le NPA, au lendemain d'élections européennes qui ont été, pour beaucoup de militantEs du mouvement social, un coup de massue – avec notamment le faible score de La France insoumise et la première place de l'extrême droite –, a posé la question de la nécessité de franchir des caps dans l'organisation de la résistance et de la contre-offensive face à Macron. Sans verser dans le catastrophisme, le combinaison de l'absence de victoires sociales, de mutation autoritaire d'un pouvoir déterminé à poursuivre son entreprise de destruction, et d'ascension/installation de l'extrême droite – autant de phénomènes qui ne concernent pas que la France – a de quoi inquiéter, et oblige les militantEs et les organisations politiques qui n'ont pas renoncé à bloquer et faire reculer Macron et la bourgeoisie. Il s'agit tout à la fois de tirer les bilans des – quelques – réussites et des – nombreux – échecs de ces dernières années, de prendre ap-

pui sur les luttes et les résistances déjà existantes, de favoriser leur développement et leur convergence, condition *sine qua non* pour envisager une substantielle modification du rapport de forces global et des victoires sociales, seules à même de redonner confiance aux opprimés et aux exploités et de nous permettre de sortir de la fausse alternative Macron-Le Pen.

Nous avons déjà eu l'occasion de le dire dans nos colonnes cet été : il est illusoire de penser qu'un rapport de forces moins défavorable pourrait être reconstruit contre le patronat et le gouvernement si l'on ne pose pas, en premier lieu, la question de la mise en mouvement, dans l'unité, de la classe pour obtenir les nécessaires victoires sociales. Ceux qui s'engagent dans des discussions polarisées par les prochaines échéances électorales, s'enferment dans une stratégie de double défaite, politique et sociale. Idem pour ceux qui se focalisent sur les réponses organisationnelles, oubliant que ce sont les mobilisations sociales victorieuses qui produisent des déchantements/recompositions à gauche, et pas l'inverse. D'où la proposition du NPA, formulée avant l'été et toujours d'actualité en cette rentrée : coordonner, fédérer, dans le respect des spécificités de chacun et de l'autonomie du mouvement social, toutes celles et ceux, organisations, courants, collectifs, équipes qui, dans la gauche sociale et politique, radicale et révolutionnaire, luttent contre la politique du patronat et du gouvernement à son service.

FÉDÉRER, COORDONNER, DÉBATTRE, RÉSISTER

Il ne s'agit pas, pour nous, d'imposer un cadre « par en haut », un énième cartel d'organisations dans lequel les logiques boutiquières domineraient, mais bel et bien de favoriser, à tous les niveaux (local, régional, national), la constitution de cadres pérennes alliant discussion et action, soutien aux luttes et campagnes unitaires, confrontation publique d'idées et construction de mobilisations : contre les licenciements, contre la répression des mouvements sociaux ou dans les quartiers populaires, contre telle ou telle loi gouvernementale ou attaque patronale, pour la justice sociale et climatique, contre l'extrême droite, contre tel ou tel plan de licenciements ou fermeture de service public. Comme aime à le répéter

Olivier Besancenot, « on s'engueulera sûrement », mais, au vu de l'urgence de la situation, des risques de démoralisation, des difficultés rencontrées par celles et ceux qui luttent, mais aussi des opportunités et des possibilités de nouvelles explosions sociales, l'erreur majeure consisterait à ne pas essayer. Une autre erreur, qui ne serait malheureusement pas une première à gauche, serait de se focaliser sur les seules échéances électorales, en oubliant les échecs et les illusions passées, et en sous-estimant le caractère profondément instable de la situation politique. Les élections municipales, desquelles le NPA n'entend pas être absent, seront bien évidemment un rendez-vous politique important, qu'il convient de ne pas négliger. Mais bien malins – et imprudents – seraient ceux qui penseraient que ces élections, quand bien même elles seraient locales, ne seront pas en grande partie tributaires de l'évolution de la situation sociale et de notre capacité collective à construire les résistances et les victoires face à Macron. À ce titre, l'issue de la bataille qui s'annonce sur les retraites sera décisive, et pas seulement d'un étroit point de vue électoral(iste) : l'ensemble de la gauche sociale et politique doit avoir conscience qu'une défaite sur ce dossier signifierait non seulement une régression sociale majeure pour l'ensemble des salariéEs, des jeunes et des retraitéEs, mais aussi une défaite politique dont il est aujourd'hui difficile de mesurer l'étendue des conséquences.

IL Y A URGENCE

Au-delà des retraites, d'autres questions de société nous sont posées : l'avenir des libertés publiques et démocratiques, avec l'autoritarisme en marche ; la notion même de service public, avec les privatisations, les fermetures d'écoles, d'hôpitaux ou de trésoreries, et la casse du statut de fonctionnaire ; l'avenir de celles et ceux qui fuient, et vont continuer de fuir par millions, par dizaines de millions, les guerres, la misère et les désastres écologiques ; et bien évidemment, à un niveau surdéterminant à bien des égards, la catastrophe climatique, dossier aussi brûlant que la forêt amazonienne, à propos duquel les jeunes générations, sans doute plus conscientes de la menace qui pèse sur leur avenir, nous montrent la voie à suivre. Lorsque la question qui se pose est rien moins que « Dans quel monde

voulons-nous et pourrions-nous vivre ? » et que, de surcroît, la menace d'une installation de l'extrême droite au pouvoir n'a jamais été aussi prégnante, l'heure n'est pas aux atermoiements sectaires ou aux calculs électoraux.

Mais l'heure n'est pas non plus aux demi-mesures. Ce qui est valable pour la catastrophe climatique l'est pour bien d'autres questions, et la bourgeoisie et son personnel politique nous montrent, à ce titre, l'exemple, confirmant que la radicalité de l'« extrême centre » n'a rien à envier aux autres radicalités politiques. Les radicalisés de la Macronie ont adopté la méthode du bâton sans la carotte, et ne sont aucunement en recherche de compromis sociaux, malgré la mise en scène pathétique du « dialogue social » et du « grand débat ». Ce dernier, organisé au début de l'année, est à ce titre une leçon de choses : il ne s'agissait aucunement de tenir compte des préoccupations formulées par les Gilets jaunes, mais bien d'écraser, sous couvert de légitimité démocratique, ces préoccupations, en imposant d'autres thématiques et d'autres « solutions ». En dernière instance, un simple corollaire « participatif » de la violente répression policière, avec, on n'aura pas manqué de le noter, une évacuation des ronds-points concomitante du lancement de la prétendue « consultation ».

Les défis de cette rentrée sont donc immenses, et le NPA, malgré son absence lors des élections européennes, n'a aucunement renoncé à jouer son rôle et à être à l'initiative. Conscients de nos faiblesses, nous savons néanmoins que l'année qui s'ouvre est pleine de dangers, mais aussi d'opportunités qu'il convient de saisir. La gauche sociale et politique ne peut pas se permettre de manquer de nouveaux rendez-vous : l'urgence est à la coordination et à la mise en ordre de bataille pour favoriser, développer, généraliser la confrontation avec Macron. C'est ce à quoi nous allons nous atteler, avec toutes les forces disponibles, dans les semaines qui viennent, afin de construire les indispensables victoires sociales, et de faire vivre les perspectives anticapitalistes, pour la transformation révolutionnaire de la société, seule alternative à la barbarie d'un système de plus en plus dangereux pour l'humanité. □

1. « Barbara Stiegler : "Ce scrutin ne rend pas compte de ce qui s'est produit d'inouï en six mois" », liberation.fr, 27 mai 2019.

La lutte des urgentistes : conséquences d'un hôpital au bout du rouleau

CE N'EST PAS PARCE QUE NOUS SOMMES EN GRÈVE...

C'était une note confidentielle datée du 5 mars 2015, rédigée par le service central du renseignement territorial du ministère de l'Intérieur, et adressée aux plus hautes autorités. « *Le service des urgences malade d'un engorgement massif (...) selon les syndicats, ce secteur semble au bord de l'implosion* ». Cette analyse met en lumière une dégradation des conditions de travail à l'origine de mouvements de grève, la réduction du nombre de lits contribuant « à saturer les services hospitaliers d'urgence ainsi que les unités d'hospitalisation de courte durée, en particulier avec les patients âgés ». La note, synthèse des données recueillies par policiers et gendarmes, alerte : « *Compte tenu de la fragilité économique des établissements hospitaliers et des annonces de restrictions budgétaires, quelques mouvements de protestation pourraient prendre corps* ». Cela n'empêchera pas la ministre de la Santé de François Hollande, Marisol Touraine, d'annoncer un train d'économies sur les dépenses de santé, dont 3 millions à l'hôpital, et les Agences Régionales de Santé, bras armé du gouvernement, de fixer l'objectif de suppression de 22 000 postes. Aussi hypocrite que son homologue actuelle, la ministre affirme : « *Nous surveillons la masse salariale, mais je le répète, pas question d'y supprimer des emplois* ».

Cette même année, Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance Publique des Hôpitaux de Paris, est à la manœuvre, face à la mobilisation générale des agents de l'institution contre sa réforme de l'organisation du temps de travail qui, en supprimant des temps de repos, conduit à l'intensification du travail dans les services qui voient dans le même temps leurs effectifs diminuer. Le manque de détermination de l'intersyndicale et la signature finale de la CFDT auront raison de ce mouvement qui a secoué le plus grand Centre hospitalier universitaire d'Europe.

Depuis, à l'APHP comme ailleurs en France, les luttes n'ont jamais cessé,

mais toujours en ordre dispersé. Les tentatives répétées de convergence initiées par les équipes syndicales combattives n'ont pas permis de déboucher sur un mouvement d'ensemble qui inverse le cours de la casse de l'hôpital public menée par les gouvernements successifs.

Aujourd'hui, l'espoir renaît avec la mobilisation des services d'urgence que les vacances d'été n'ont pas affaibli. Ce mouvement parti de Saint-Antoine, un établissement parisien, le 18 mars, rassemble maintenant plus de 225 services d'urgences en lutte, à la fin août, sur les 640 que compte l'hospitalière.

...QUE VOUS ATTENDEZ !

Au départ, c'est la recrudescence de la violence générée par des temps d'attente interminables qui fait déborder le vase, les agressions verbales et physiques se multiplient. L'Observatoire national des violences en milieu de santé ONVS le note en 2018, 6% de signalements supplémentaires pour un nombre de déclarants qui reste faible, seulement 34,2% des hôpitaux publics, urgences et psychiatrie en tête. Passés, entre 1996 et 2019, de 10 millions à 23 millions, le nombre de passages aux urgences est en constante augmentation. Il manque du personnel pour faire face à l'afflux des victimes de la désaffection de la psychiatrie ou des personnes abandonnées par la médecine libérale qui n'a aucune obligation d'assurer la permanence des soins sur l'ensemble du territoire. Enfin, la fermeture de 80 000 lits depuis 2000, au profit du développement de l'ambulatorio, ne permet pas d'hospitaliser et l'attente se prolonge sur un brancard. Des conditions d'accueil indignes sont devenues la règle et nourrissent la violence contre les soignantEs en première ligne. Tous ces éléments conduisent « les petites mains » à se révolter, infirmierEs, aides-soignantEs et brancardiers se mettent en grève pour revendiquer la « *Reconnaissance de la spécificité du travail aux urgences passant par une revalorisation salariale pérenne liée à notre activité de 300 euros nets mensuels* ».

PAR NOS CORRESPONDANTES

Fin avril, 17 des 25 Urgences que compte l'APHP ont répondu à l'appel du Collectif Inter-Urgences constitué de représentantEs des équipes soignantes. Dès le départ un lien s'établit avec les syndicats, SUD-CGT-FO, qui s'engagent au côté de cette structure qui s'auto-organise. Cette collaboration élargit le champ des revendications qui portent, non seulement sur l'attribution de l'indemnité pour travail dangereux pour tous les agents des urgences mais s'attachent aussi à exiger, comme évalué par SAMU-Urgences de France, l'embauche de 700 soignantEs, indispensables à assurer la sécurité des soins et de bonnes conditions de travail, les deux étant indissociables. La réponse de la direction générale n'est pas à la hauteur et la grève s'étend, en Île-de-France et ailleurs.

Une mention spéciale pour la Guadeloupe, où toute une partie du CHU avait brûlé fin novembre 2017, pour cause de vétusté. La situation, déjà très dégradée pour cause d'endettement et par conséquent de manque criant de matériel et de personnel, s'y est largement aggravée depuis. L'hôpital manque de tout, est inondé à la moindre grosse averse et le personnel se voit contraint d'acheter sur ses deniers les produits de première nécessité. Les vies des patients sont réellement mises en danger. Exténué, il s'est mis en grève depuis le 23 juillet, et les 1er et 13 août ont eu lieu des manifestations de soutien rassemblant quelques milliers de personnes. Le mouvement bénéficie du soutien de 82% de la population.

Le 9 mai, les ParisienEs prennent la tête de la manifestation syndicale contre la réforme de la fonction publique pour aller porter leurs exigences à la ministre de la Santé qui leur répond en envoyant les CRS. Le 25 mai, la première assemblée générale réunit 120 déléguéEs venuEs de 65 services en grève, de Bordeaux, Dieppe, Valence, Creil, Lyon, Lille, Strasbourg, Lons le Saulnier, Rennes, Mulhouse... Elle donne une dimension nationale à cette lutte et la plate-forme revendicative s'enrichit d'une opposition résolue à la fermeture de lits d'hospitalisation, traduite par « *Zéro hospitalisation* ».

brancard » En 2018, 180 000 personnes ont passé au moins une nuit sur un brancard et il est établi que les temps d'attente sur brancard sont source de mortalité accrue. En termes d'effectifs, la revendication nationale est portée à 10 000 paramédicaux. Ce 25 mai, décision est prise d'une manifestation nationale le 6 juin, et se constitue un comité national de grève constitué majoritairement de représentantEs des urgences aux côtés des syndicalistes de SUD, CGT et FO. La question de

d'un agent supplémentaire. Alors que les soignantEs débordent largement leurs horaires de travail en revenant sur leurs repos, elle a l'indécence de leur « offrir » le déplafonnement des heures supplémentaires. Enfin est installée une mission nationale sur les urgences qui d'ici novembre rendra ses conclusions... Le mépris et l'arrogance de cette ministre qui n'entend rien à la vraie vie des soignantEs mettent le feu au poudre. La grève s'étend à 130 services, une nouvelle manifestation na-

7 août, 216 services émargent au Collectif Inter-Urgences. Si à Paris quelques services ont obtenu satisfaction et sont sortis de la grève, ce n'est pas le cas de la majorité qui n'a même pas reçu les moyens promis pour la période estivale, d'autant plus que le budget global des hôpitaux étant contraint, les recrutements aux urgences se feront au détriment des autres services. Ce que refuse catégoriquement le Collectif qui appelle à la poursuite de la grève et invite l'ensemble des services hospita-



Manifestation du 6 juin 2019 - Photothèque Rouge /Martín Noda / Hans Lucas

l'extension du domaine de la lutte est au centre des perspectives données au mouvement.

Le 6 juin est un succès avec plus de 1000 manifestantEs venuEs de loin pour la plupart, quand on sait la difficulté d'être en grève à l'hôpital. Les effectifs étant déjà au service minimum, les grévistes sont assignéEs à faire leur travail et ne peuvent donc pas quitter leur poste. Face à la vague qui s'amplifie depuis 3 mois, Agnès Buzyn, ministre de la Santé, est contrainte à un geste, qui, plutôt que de calmer les esprits, fait monter la colère d'un cran et la contestation s'élargit encore à plusieurs dizaines de services. Elle annonce 70 millions pour financer l'attribution d'une prime de 100 euros nets mensuels, à compter du 1er juillet, certainEs l'attendent encore, et pour renforcer les équipes durant la période estivale, ce qui fait, pour chaque structure, moins

nationale se tiendra à Paris le 2 juillet, le jour même de la conférence salariale gouvernementale concernant la fonction publique « *ce sera l'occasion d'exprimer notre détermination et de faire déverrouiller les "cordons de la bourse" pour l'obtention des financements de nos revendications* » et les arrêts de maladie collectifs se multiplient malgré les intimidations administratives ou policières. Le mouvement est soutenu par près de 80% de la population et la ministre est persona non grata, comme à la Rochelle où elle est exfiltrée de l'hôpital sous protection policière...

Le 2 juillet, dans la rue, l'ampleur de cette grève nationale se confirme mais les autorités sanitaires restent campées sur leur position et espèrent certainement que l'été aura raison de la détermination des grévistes. Erreur ! Les personnels ne désarment pas. Le

liers mobilisés à une rencontre, à Paris, le 10 septembre. Les revendications des urgences concernent touTEs les hospitalièrEs. Augmentation massive des effectifs, refus des fermetures de lits et de services, reconnaissance salariale pourraient être portées par une « marée blanche », un touTEs ensemble pour la défense du service public de santé, soutenu par la mobilisation unitaire de la population avec la Coordination des comités de défense des maternités et des hôpitaux de proximité, des syndicats interprofessionnels, des partis politiques, les associations de défense de la santé et de l'hôpital public. □

En ligne sur notre site www.npa2009.org, les articles de nos correspondantEs pour l'hebdomadaire l'Anticapitaliste.

Une lecture conseillée : « *La casse du siècle* » l'ouvrage de Fanny Vincent, Frédéric Pierru et Pierre-André Juven. L'ouvrage propose une analyse des politiques hospitalières successives qui ont abouti à la crise actuelle. Editions « raison d'agir ».

Les particularités de la lutte des personnels urgentistes

GRÈVE INITIÉE PAR LES PROFESSIONNELLES ET SOUTENUE PAR LES SYNDICATS

Cette grève n'a pas été initiée sur un mot d'ordre syndical mais sur la volonté des professionnelles des urgences de plusieurs hôpitaux parisiens de ne plus se résigner à subir la violence des patientEs, le manque de matériel pour travailler correctement et le manque de reconnaissance financière des efforts surhumains qu'ils fournissent chaque jour travaillé. Et c'est pour cela que les grévistes sont impliqués et se sont appliqués à étendre la lutte aux autres services d'urgences, en créant un collectif, en téléphonant et en se déplaçant dans chacun des 25 services d'urgence de l'APHP. C'est leur grève et pas celle des syndicats même s'ils/elles ont besoin des syndicats pour déposer un préavis de grève ou pour améliorer leurs revendications ou populariser leur mouvement. Ces derniers suivent, de bonne ou de mauvaise grâce, ne voulant pas rester à la traîne mais ne voulant pas non plus se sentir manipulés... en fait, n'ayant pratiquement pas d'expérience de travail et de coopération avec des collectifs de grévistes qui peuvent décider de formes d'actions assez radicales comme « se mettre à poil » devant le ministère, s'injecter de l'insuline pendant qu'une petite délégation est reçue chez Buzyn ou être en arrêt maladie collectif malgré les assignations pour l'effectif minimum, poussant les syndicats à repenser leur légitimité, leur modalité d'action ou leur utilité.

L'AUGMENTATION DE SALAIRE N'EST PLUS UN TABOU

Aujourd'hui, les grévistes revendiquent haut et fort une augmentation de salaire. Le temps de l'abnégation est terminé. Alors que la plupart des grèves hospitalières précédentes portaient sur les conditions de travail et d'accueil des patients, les hospitaliers n'avaient pas revendiqué, de façon massive, pour leur salaire, depuis 1988. Même le mouvement de grève des hospitalierEs de 2015 n'avait pas revendiqué de reconnaissance sala-

riale, la grève était restée défensive, notamment sur le nombre de RTT.

LUTTE POPULAIRE ET MÉDIATISÉE

Cette lutte, inédite, s'étend sur tout le territoire et ce malgré l'été. 218 services en grève au 17 août. Les revendications étant légitimes et reconnues par les autres services d'urgences qui subissent la « maltraitance institutionnelle » qui s'abat sur les patientEs ou sur le personnel. Cette lutte corporatiste « parle » à celles et ceux qui se sentent appartenir à un collectif et reconnuEs par ce dernier. La large couverture médiatique indique bien la popularité dont jouissent les professionnels en blouse blanche.

UNE COMMUNICATION RÉFLÉCHIE

Le 18 mars, les urgences de St Antoine débutaient la grève et le 23 avril, un site Facebook arborant un logo de ralliement voyait le jour. Ce site et bien d'autres comptes numériques créés, le lendemain, comme Twitter, Instagram, Snapchat, Youtube, adresse mail et pétition Leetchi ont permis un « appel à tous les services d'urgences de France à rejoindre le mouvement

PAR NOS CORRESPONDANTES

afin de faire reconnaître la spécificité du travail aux urgences ». Ces outils numériques d'information jouent également un rôle fédérateur et coordinateur de toutes les luttes régionales en martelant la base des revendications communes, en créant une carte du mouvement, en appelant à des Assemblées Générales du collectif pour que cette lutte née parisienne soit ce qu'elle est actuellement... nationale. Aujourd'hui, le collectif inter urgences complète son matériel avec un site web expliquant vouloir « devenir un acteur de santé pour les paramédicaux des services d'urgences » et propose aux soignantEs d'adhérer à son association (CIU) dans le but de les protéger si leur droit d'alerte rentre en conflit avec leur devoir de réserve. □

Facebook : L'Inter-Urgences . Plus de 10 000 followers
Twitter : @InterUrg
Instagram : Inter_urgences
Snapchat : linterurgen2019
Youtube : collectif inter urgences
#interurgences@gmail.com
#soutienalagrevedesurgences
#Nosviesdabord et maintenant www.interurgences.fr
Un compte leetchi collectif inter-urgences (CIU)
Pétition sur change.org 105 997 signatures



Manifestation de la fonction publique le 9 mai à Paris - Photothèque Rouge / CC Martin Nada

La loi de financement de la sécurité sociale (PLFSS) prévoit, chaque année, l'enveloppe fermée qui sera dédiée aux hôpitaux du territoire par le biais de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM). Les gouvernements successifs limitent son augmentation à 2,4 % voire 1,8 % en 2016, quand les besoins sanitaires augmentent de 4% par an, une hausse essentiellement due au vieillissement de la population et aux coûts de plus en plus élevés des techniques médicales de plus en plus sophistiquées. Les moyens alloués par le Parlement représentent, depuis 10 ans, entre la moitié et les deux tiers des besoins. Autrement dit, depuis de nombreuses années les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins. Cela rend inévitable la catastrophe sanitaire qui vient.

La perte du sens du travail à l'hôpital

PAR JL, MÉDECIN DANS L'HÔPITAL PUBLIC

L'année 2018-2019 est riche en enseignements. Il n'y aurait pas eu de mobilisation dans ce secteur sans les Gilets Jaunes, ce qui explique, en partie ses formes nouvelles et de nouveaux problèmes à résoudre.

Les directeurs d'hôpitaux sont face à une difficulté majeure : comment créer de la rentabilité dans un contexte de restrictions budgétaires toujours plus contraignantes ? Moins de crédits alloués, des points d'indice qui n'ont cessé de diminuer jusqu'en 2018 : avec la Loi HPST de 2007, les hôpitaux voient leurs budgets calculés à partir de l'activité de soins, la fameuse T2A, chaque acte générant un point d'indice correspondant à une somme qui sera versée ; une diminution du point d'indice fait diminuer le budget, et l'on a vu jusqu'en 2018 cette baisse se répéter d'année en année, obligeant de façon absurde à produire plus d'actes pour maintenir un certain budget. Et toujours cet affreux calcul de la somme versée également en fonction de la Durée moyenne de séjour (DMS), qui octroie en fonction de chaque pathologie un nombre « idéal » de jours d'hospitalisation. Et plus on s'en éloigne, moins on touche d'argent lié à la pathologie.

Comment maintenir les budgets ? En créant de la rentabilité (T2A), en gardant les patients le moins de temps possible (DMS) et en faisant toujours plus d'économies.

La machine de guerre est en route, depuis plus de 10 ans. C'est précisément cela, la casse de l'hôpital public. En introduisant de façon habile cette notion de rentabilité dans le soin, les pouvoirs publics ont mis à mal le service public en santé, puisque désormais le soin est un objet de production qui s'inscrit dans une logique marchande, attirant tous les acteurs du privé qui ont bien compris qu'il y avait là des marchés à gagner. Immorale car injuste et catastrophique en termes d'accès et de qualité de

soin pour tous, cette loi du marché qui s'applique au soin a accentué la réalité d'une santé à deux vitesses, désormais conditionnée aux moyens du patient et a déshumanisé l'hôpital public. C'est de cette déshumanisation dont je voudrais témoigner.

TOUJOURS PLUS DE PRESSION

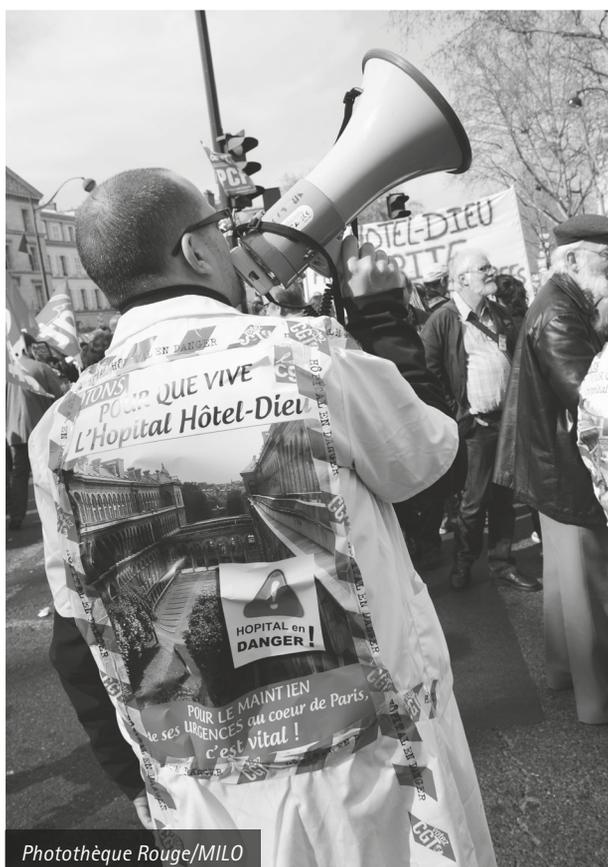
Pour faire des économies, on commence par réduire la masse salariale en per-

administratives selon les cas de figure mais qui rend, dans les deux cas, le travail inintéressant. Car, dans un cas comme dans l'autre, le travail finit par ne plus s'articuler à un travail d'équipe, ce qui faisait encore, jusqu'à il y a une dizaine d'années, la grande force de l'hôpital public.

Si l'on ajoute au manque d'intérêt la charge de travail liée à la réduction de personnel, on comprend les taux de

venus énormes d'absentéisme dans ces catégories de personnel. Quelles solutions les directions hospitalières ont-elles mises en place pour faire face à cet absentéisme qui ne fait qu'augmenter ? Le recours au privé bien sûr ! Ainsi, là où, avant, les tâches de ménage étaient effectuées par des personnels hospitaliers formés dans les staffs de services au sein desquels ils et elles faisaient part de leur sentiment sur les patients et leur famille, parce qu'ils et elles voyaient ou entendaient d'autres choses que les soignantEs, désormais, ce sont des boîtes privées qui gèrent le ménage, avec un personnel payé au lance-pierre et pour lequel il n'est pas rare de devoir cumuler deux emplois. Et quid de la question du secret professionnel pour ce personnel non formé ?

Pour terminer mon propos sur la réduction de personnel administratif et technique, je citerai des exemples de ce que je vois, chaque jour, dans mon hôpital, et qui traduit une souffrance majeure des personnels administratifs et techniques : je vois des agentEs d'accueil non formés et pris en



Photothèque Rouge/MILO

sonnel administratif et technique (non producteurs de soins, donc d'argent...), par des non-remplacements des départs en retraite, et l'on met en place une réorganisation interne, en affectant au personnel administratif, par exemple, une seule tâche répétitive ou au contraire une polyvalence à outrance de tâches

contrats courts, renouvelés ou non selon les besoins, à qui l'on demande tout à la fois d'assurer l'accueil, de répondre au téléphone, de chercher les dossiers partout dans l'hôpital, de gérer l'agressivité des patientEs (qui attendent longtemps devant les guichets), et enfin qui sont déplacés d'un service à l'autre au gré des absences des unEs et des autres avec de nouvelles procédures, de nouvelles exigences qu'ils et elles n'ont pas le temps d'assimiler. Je vois des personnels techniques qui peuvent être agent de sécurité le matin et brancardier l'après-midi (comment peut-on exercer l'un et l'autre correctement avec un changement de posture institutionnelle si radical dans une même journée ?). Je vois des agentEs sous tension, qui craquent, qui s'arrêtent ou qui sont totalement démotivés. Bienvenue dans la déshumanisation.

CÔTÉ PERSONNEL SOIGNANT

La situation est un peu différente côté personnel soignant. En effet, ce sont les soignants les producteurs de soin. La question est donc, comment faire augmenter leur productivité ?

Plusieurs options ont été mises en place

ces dernières années par les directions d'hôpitaux :

- Augmentation des « cadences de travail ». Dans le soin, cela se traduit par une pression mise sur les soignants pour raccourcir les durées d'hospitalisation, faire sortir au plus vite les patientEs, les mouvements de patientEs relevant parfois de la pure acrobatie (avec leur lot de couacs) et ce, dans un contexte tendu lié à une politique de fermetures de lits devenue monnaie courante, augmentant de fait la pression sur les services d'urgences qui ne trouvent souvent pas de lits d'aval pour hospitaliser leurs patientEs.

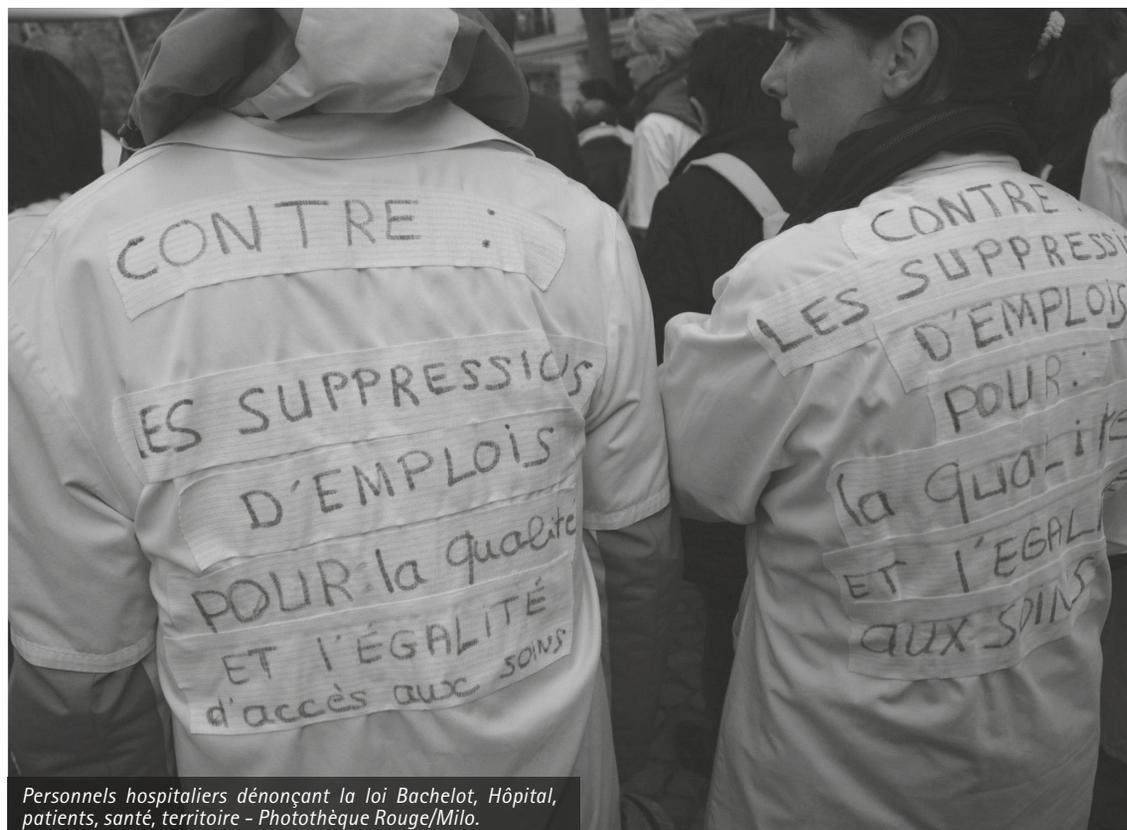
- Réduction au maximum des temps non liés à la production d'actes. Concrètement, cela signifie passer moins de temps auprès des patientEs et, pour les infirmières et les aides-soignantEs, réduire leur fonction à l'aspect technique de leur travail, en renonçant à ce qu'on appelle leur « rôle propre » qui valorise l'aspect relationnel et d'accompagnement de leur travail. Cet état de fait est bien sûr encore majoré par le manque d'effectifs soignants, devenu chronique dans les hôpitaux et obligeant à soigner toujours plus vite.

- Polyvalence dans le soin. La loi HPST¹ avait déjà fait exploser la notion de service hospitalier puisque désormais on raisonne à partir de pôles qui regroupent plusieurs services. La

mutualisation est bien en marche ! L'étape suivante, qui est en train de se mettre en place, consiste à regrouper des « plateaux » d'hospitalisation non plus par spécialité (gastro-entérologie, pneumologie, neurologie, etc.) mais par mode administratif d'hospitalisation, et donc lié à une porte d'entrée de gestion budgétaire (hôpital de jour, hôpital de semaine, etc., où ce sont les praticienEs qui viendront donner leur avis ponctuellement au lit du malade). Il faut bien saisir ce que signifie ce type d'organisation. Cela enterre de fait les projets de services, les cohésions d'équipes, le sens du travail collectif et donc, finalement, le sens du travail tout court... Une catastrophe annoncée en termes de qualité de soin...

Car, et c'est là que je veux en venir à travers ce témoignage, c'est en faisant exploser le travail d'équipe qui s'élaborait à partir de projets de services partagés, impliquant l'ensemble du personnel d'un service hospitalier, de la secrétaire au médecin en passant par les soignantEs paramédicaux jusqu'aux agentEs chargés du ménage, que l'on fait perdre le sens du travail et donc la motivation au travail, et que, en définitive, on détruit l'hôpital public et le service public en santé. Drame plus qu'annoncé puisqu'on le vit, désormais, au quotidien. Perdre le sens du travail, c'est multiplier les arrêts de

travail, augmenter les burn-outs, faire fuir les soignantEs qui le peuvent vers d'autres modes d'exercice. C'est avoir de plus en plus recours à l'Intérim. C'est la mort d'un hôpital public de qualité. Une volonté des gouvernements successifs qui n'ont jamais proposé le moindre plan susceptible d'endiguer cette descente vertigineuse ? Trop tentés par une marchandisation de la santé qui fait des heureux parmi les entrepreneurs en tout genre ? Tristes perspectives ! □



Personnels hospitaliers dénonçant la loi Bachelot, Hôpital, patients, santé, territoire - Photothèque Rouge/Milo.

1. Loi Hôpital, patients, santé et territoire (2009), dite « Loi Bachelot ».

Une année de mobilisation dans l'éducation

PAR RAPHAËL GREGGAN

L'année 2018-2019 est riche en enseignements. Il n'y aurait pas eu de mobilisation dans ce secteur sans les Gilets Jaunes, ce qui explique, en partie ses formes nouvelles et des nouveaux problèmes à résoudre.

Macron avait annoncé, dès sa campagne présidentielle, son projet de casse de tous les acquis sociaux, y compris dans l'éducation. Jean-Michel Blanquer était l'homme de la situation. Vieux briscard du ministère, où il a été notamment recteur des académies de Guyane puis de Créteil et directeur général de l'enseignement scolaire (DGESco) sous Luc Chatel. Sa méthode consiste à attaquer tous les niveaux en même temps, pour aller jusqu'au bout des réformes engagées depuis 2005. Dans ce sens, Blanquer représente un saut qualitatif dans la destruction de l'Éducation nationale, ce que Laurence de Cock appelle la « contre-démocratisation ». En face, tous les syndicats semblent être désemparés, ne pouvant ni négocier ce qui est déjà annoncé dans la presse (organe préféré du ministre), ni mobiliser l'ensemble des collègues, faute d'éléments concrets contre lesquels se battre (texte de loi, décret, etc.). Le sursaut vient de la mobilisation des Gilets Jaunes. Au départ, une partie des enseignantEs, et leurs syndicats ne comprend pas cette mobilisation, voire l'assimile à un mouvement de droite extrême. La FSU a toujours refusé de signer des appels syndicaux nationaux à la mobilisation aux côtés des Gilets Jaunes. C'est sans doute cet effarement doublé d'inaction syndicale qui contribue à expliquer l'éparpillement des mobilisations tout au long de l'année.

GILETS JAUNES ET MOBILISATION DE LA JEUNESSE

Les premières manifestations sabbatiques des Gilets Jaunes, en novembre-décembre 2018, vont avoir un écho dans la jeunesse scolarisée. Les mobilisations des Gilets Jaunes (occupations de rond-points dans les villes péri-urbaines notamment), l'écho positif qu'ils rencontrent dans les banlieues et quartiers populaires va donner l'envie aux jeunes de se mobiliser. Ils se dotent de leurs propres

mots d'ordre contre Parcoursup, les réformes Blanquer du lycée et du bac (qui n'est qu'à l'état de rapport ministériel). Rapidement, des enseignantEs vont grossir les rangs, ajoutant la grève aux blocages des lycées. Mais la mobilisation est inattendue et la majorité des enseignantEs n'est pas prête à un engagement contre le ministre préféré des françaisEs. La réponse gouvernementale ne se fait pas attendre : la police, les CRS, la BAC et même la garde montée sont envoyés devant les lycées mobilisés, tirant au flashball sur les jeunes, comme ils le font le samedi sur les Gilets Jaunes. Le 6 décembre, les forces de l'ordre procèdent à une rafle de 151 jeunes à Mantes-La-Jolie. Cette arrestation, où pendant trois heures des jeunes ont dû se tenir sur les genoux, mains sur la tête, est filmée par un policier, qui commente « *voilà une classe qui se tient sage* ». La vidéo est diffusée sur le web, comme un avertissement. L'objectif premier est réussi : la mobilisation de la jeunesse sera défaite, et il n'y aura plus de mobilisation des jeunes sur cette question jusqu'à la fin de l'année. Mais la posture imposée aux lycéenNEs restera comme un emblème de la mobilisation des Gilets Jaunes. Cette vidéo bouscule les a priori concernant ce ministre et va permettre le développement des mobilisations et des coordinations locales d'enseignantEs.

COORDINATION DES ENSEIGNANTES EN LUTTE

Le 19 décembre se tient une première coordination nationale des enseignantEs mobiliséEs pour l'abrogation des réformes Blanquer et Parcoursup regroupant neuf collectifs départementaux ou régionaux ainsi que de trente collectifs ou AG d'établissement provenant de dix-sept départements. Cette coordination est une première tentative de regrouper les différents collectifs. Trois autres coordinations nationales auront lieu (2 février, 17 mars et 12 mai).

Ces assemblées sont un outil pour faire émerger une direction auto-organisée aux luttes, dans un contexte où les syndicats ne font rien nationalement, ou si peu, pour mobiliser l'ensemble de la profession. Il s'agit de se réunir, nationalement, le plus rapidement possible, entre enseignantEs de différentes villes, départements ou régions, pour définir les revendications et se coordonner. Les limites de ces assemblées sont liées au faible nombre d'enseignantEs mobiliséEs et aux réticences de certaines directions syndicales. Il n'a pas été possible de dépasser les journées de grève intersyndicale, ni d'imposer un cadre auto-organisé large. En Île-de-France, il s'est même tenu jusqu'à trois assemblées générales en même temps : une assemblée Île-de-France, appelée par les établissements en luttes et divers collectifs ; une assemblée de l'académie de Créteil, de déléguéEs mandatéEs par des AG locales, appelée par le SNES et FO et une assemblée générale départementale appelée par SUD... Mais aucune de ces assemblées n'a pu prouver ni sa supériorité numérique, ni une utilité plus importante que les deux autres. Ces tergiversations n'ont pas aidé à donner un cadre évident d'élaboration collectif pour tous les enseignantEs. Cependant, l'AG toulousaine a su maintenir un cadre auto-organisé avec la participation des syndicats locaux.

LA QUESTION DES SALAIRES

Dès mi-décembre, un nouveau collectif va émerger sur les réseaux sociaux : les Stylos Rouges. Leurs revendications sont claires : augmentation des salaires ; amélioration des conditions d'apprentissage et reconnaissance par l'État de la qualité et du travail des enseignantEs. Leurs apparitions, au delà des réseaux sociaux, se centrent sur les manifestations du samedi et sur des



coups d'éclat en soirée. Ce cadre corporatiste va devenir la coqueluche des médias, et contribuer à décrédibiliser J.-M. Blanquer, qui se prétend à l'écoute de la profession. Les Stylos Rouges mettent sur l'avant-scène la baisse du pouvoir d'achat des enseignantEs depuis 20 ans. Le ministre essaiera d'y répondre, fin août 2019, en annonçant une augmentation de 300€ (brut) par an. Cette mesure est ressentie comme un camouflet, d'autant qu'elle avait été décidée par le gouvernement précédent et différée par Macron. Au début, les Stylos Rouges sont farouchement opposés à la présence des syndicats et ils ne voient pas la grève comme un moyen d'action (« on ne veut pas perdre de l'argent, on veut en gagner plus »). Ils apparaissent comme un cadre de plus, distinct des collectifs enseignantEs contre les réformes Blanquer et des syndicats.

RÉPRESSION DES ENSEIGNANTES ET LOI SUR LA CONFIANCE

La répression ministérielle n'a pas touché que les jeunes. Elle commence dès décembre, lorsqu'une enseignante de Dijon est convoquée à l'inspection académique pour avoir écrit un billet contre Macron sur son Blog. Et ces remises au pas ne vont pas faiblir tout au long de l'année, que ce soit pour des actions symboliques (mettre 20/20 sur des bulletins), réelle (grève lors d'un bac blanc), individuelle, collectives ou syndicale (interdiction de participer à un stage syndical). Cette répression va jusqu'au déplacement de deux enseignantEs du collège République à Bobigny. Réprimer la contestation est une marque de fabrique de Blanquer. Il anticipe deux réformes de ce gouvernement : la loi sur la réforme de la fonction publique, qui limite fortement les droits des commissions paritaires (qui s'occupent, entre autres, des litiges avec l'administration) et la loi sur l'école de la confiance, dont l'article 1 rappelle le devoir d'exemplarité des enseignantEs. Cette loi « Blanquer » sur l'école, discutée à l'Assemblée nationale à partir du 5 décembre 2018 et définitivement adoptée le 28 juillet 2019, est un amalgame d'articles peu structurés, dont on ne comprend la logique globale qu'en regardant l'ensemble des réformes Blanquer (réforme du lycée,

du lycée pro, du bac, de l'éducation prioritaire). La droite s'atèle alors à des amendements des plus réactionnaires : la présence dans chaque classe des drapeaux français et européen et de couplets de la Marseillaise ; l'obligation du financement d'écoles privées par les mairies si ces dernières ne peuvent pas scolariser tous les enfants de leur commune dès 2 ans. Mais c'est un autre amendement qui déclenchera l'ire des professeurEs des écoles. Il s'agit de la mise en place d'écoles publiques des savoirs fondamentaux (EPSF). Derrière ce sigle, il s'agit de mettre en commun les directions d'écoles et de collèges avec peu ou pas de perspectives de poursuite d'études pour les enfants qui y sont parqués. S'il faut attendre le mois de mars pour que la mobilisation prenne corps, il faut noter que cette lutte a su lier les professeurs avec les parents d'élèves pour discuter de la loi, informer largement et mettre en place des journées « écoles désertes ». Des assemblées massives d'instits ont lieu. Mais elles n'arrivent pas à embrayer sur une grève reconductible. Une des difficultés est de passer du blocage de l'école à la grève active des professeurEs et d'accepter que le vote d'une grève engage réellement les enseignantEs. Des actions quotidiennes et des journées de manifestation rapprochées sont indispensables pour permettre à de nouveaux collègues de rejoindre la lutte. Toujours est-il, que Blanquer abandonne les EPSF. Ce recul apparaît comme une victoire. La mobilisation s'arrête presque partout, sauf à Toulouse, où, dès le 9 mai, lors d'une journée de grève, une assemblée générale de 150 personnels décide de voter la grève reconductible, le blocage des examens et de faire un cortège de l'éducation avec les gilets jaunes les samedis. Mais l'année est presque terminée dans les lycées.

VERS LA GRÈVE DU BAC

Les divers collectifs existants, les assemblées générales se sont croisés dans les manifestations syndicales et se sont fédérés sous la bannière « intercollectif - la chaîne des bahuts ». Motivés par la décision de l'AG de Toulouse, ils proposent de faire grève pendant le bac. Cet appel est repris par une intersyndicale large (qui va du SNALC à la CNT), mais également par les Stylos Rouges et la chaîne des bahuts pour une grève le 17 juin (premier jour du bac). Les mots

d'ordre sont clairs : une revalorisation des rémunérations ; le retrait des réformes des lycées et du baccalauréat et le retrait des projets de loi « école de la confiance » et « Fonction publique ». Cette grève du bac est une première, avec un appel intersyndical aussi large. La signature sur le tract national intersyndical des Stylos Rouges et de la Chaîne des Bahuts n'est pas anodine. Cela montre la place prise par ces collectifs, dans le paysage politique et médiatique. Cela montre aussi le chemin parcouru par les Stylos Rouges en six mois de mobilisation. Le 17 juin, aucune épreuve n'a été fondamentalement perturbée et la grève n'est que peu reconduite. Si de très nombreux enseignantEs ont suivi la grève, les forces déployées par le ministère ont été beaucoup plus importantes. Mais cela a donné l'énergie nécessaire pour qu'un nombre significatif d'enseignantEs refusent de rendre les copies du bac, après correction. Blanquer, tentant de passer en force à nouveau, a alors rompu le cadre égalitaire que représente le bac en obligeant à entrer des notes aléatoires pour « combler les trous », au mépris de la loi et du droit de grève. De nouveaux enseignantEs se mettent alors en grève le 4 juillet. Même si cette grève des corrections n'a touché que quelques centres, l'impact médiatique a permis de déstabiliser Blanquer, qui perd 16 points dans les sondages entre février 2018 et septembre 2019. Aujourd'hui, unE françaisE sur deux trouverait légitime que les enseignantEs se mettent en grève à la rentrée.

ON RECOMMENCE PAR LE MILIEU

Cette année de luttes et leur fédération en juillet ont fait émerger une nouvelle génération militante, qui s'est réunie à l'université d'été des enseignantEs et de l'éducation fin août 2019. Outre le fait de commencer à se doter d'un corpus idéologique commun, ces réunions ont débouché sur une première coordination nationale le 28 août et diverses AG de ville la première semaine de la rentrée. Cela faisait bien longtemps que l'on n'avait pas connu une rentrée aussi combative. Il s'agit maintenant de mettre cette énergie pour convaincre l'ensemble des enseignantEs, des jeunes et des parents d'élèves pour un mouvement de grève reconductible massif contre la politique de Blanquer. La tâche est compliquée, mais elle n'a jamais été aussi proche de nous ! □

Hong Kong : une épine dans le pied du colosse chinois

PAR AU LOONG YU

Transcription d'un exposé d'Au Loong Yu, traduit de l'anglais par Dominique Lerouge (18 août 2019).

Le mouvement à Hong Kong est passé par trois étapes, le faisant passer d'une réaction populaire à un mouvement social de masse et radical.

La première étape a eu lieu en juin, lorsque des millions de personnes sont descendues dans la rue. Le Conseil législatif a été assiégé, et des actes violents ont été commis. Une radicalisation s'est produite, et les mobilisations sont devenues un mouvement de masse. Puis l'administration Carrie Lam a fait des concessions en annonçant la suspension temporaire du projet de loi sur l'extradition. Mais le mécontentement a persisté et l'administration Lam n'a désormais plus aucune légitimité. HKCTU, la plus démocratique des deux confédérations syndicales existantes, a appelé à la grève le 17 juin, même si cet appel n'a pas été couronné de succès.

JUILLET : UNE RÉBELLION DE MASSE

Cette deuxième étape a été caractérisée par des manifestations et l'assaut du Conseil législatif par des jeunes radicaux qui ont pénétré de force dans le bâtiment de cette assemblée. Il s'agissait d'une action extrêmement radicale. Contrairement à ce qui se serait passé dans bien d'autres pays, il n'y a eu aucune victime, sans doute parce que la police était partie du bâtiment, dans le but probable d'inciter les radicaux à entrer par effraction et qu'il en résulte une confrontation. Quoi qu'il en soit, cette action a fait parvenir le mouvement à un niveau supérieur. Mais ce qui a suivi était horrible : dans la région de Yuen Long [tout près de la frontière avec la Chine], la police a collaboré avec la mafia qui a perpétré des agressions arbitraires à la gare, dans le but de terroriser les habitantEs et les manifestantEs. Cette attaque a exaspéré la population, et même les plus modéréEs des libéraux se sont mis en colère. Le mouvement s'est encore davantage ra-

dicalisé. Suite à cette attaque de la mafia, le mouvement s'est élargi à de nombreux quartiers, ce qui ne s'était jamais produit auparavant à Hong Kong. Des manifestations ont également eu lieu dans 16 ou 17 autres districts, avec la participation de centaines de milliers de personnes. La manifestation du 27 juillet a été encore plus significative. Jusque-là, les manifestations étaient légales. Mais, pour la première fois, la police a refusé de l'autoriser. Les habitantEs de Hong Kong sont très modéréEs, ou l'ont été pendant de nombreuses années. En temps ordinaire, ils et elles auraient accepté cette interdiction. Au lieu de cela, des centaines de milliers de personnes se sont rebellées et sont descendues dans la rue. C'était la première fois qu'un tel niveau de désobéissance civile avait lieu. Cela a jeté les bases pour l'étape suivante.

UN MOUVEMENT QUI S'INSCRIT DANS LA DURÉE

Le mois d'août a constitué la troisième étape, dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Il est important de noter que le 5 août, un deuxième appel à la grève a été lancé. Cette fois, il a été une réussite.

Un secteur de l'économie de Hong Kong a marqué ce mouvement de grève : celui des employéEs de l'aéroport et du transport aérien. Suite à celui-ci, le Parti communiste chinois a demandé à disposer de la liste des employéEs de Cathay Pacific ayant fait la grève. Mais le syndicat refuse la divulgation de cette liste. On estime que pour l'ensemble de Hong Kong, 300 000 ou 400 000 personnes ont participé à la grève. Par la suite, en août, des manifestations réussies ont eu lieu tous les deux ou trois jours. Il y a eu

plus de défilés qu'en juillet. Le 12 août, les occupations de l'aéroport se sont multipliées.

Cela a déclenché une réaction très virulente du Parti communiste chinois, qui a envoyé environ 10 000 membres de la police militarisée à la frontière. Il ne s'agissait en fait que d'une mise en scène : un énorme régiment chinois de 8 000 soldats est stationné à Hong Kong, juste à côté du siège du gouvernement. Si Pékin veut écraser le mouvement, il lui suffira d'utiliser les forces dont il dispose déjà sur place.

LES COMPOSANTES DU MOUVEMENT

En ce qui concerne la composition du mouvement, il convient de noter que les partis politiques n'ont joué aucun rôle prépondérant. Ils ne jouent qu'un rôle logistique, en fournissant une expertise juridique et en assurant la cohérence d'un front civique unitaire.

Le Civil Human Rights Front regroupe des syndicats, des ONG, et des partis politiques. Il a joué le rôle de structure référente des manifestations au cours des deux derniers mois. Sans lui, les jeunes radicaux et radicales se seraient retrouvéEs très isoléEs. Il ne s'agit pas de sous-estimer le rôle du Front, mais il n'a joué aucun rôle politique dirigeant. Il a toujours attendu que la jeunesse radicale impulse le passage à un niveau supérieur.

Le second acteur est la jeunesse, et en particulier la jeunesse radicale.

Environ 10 000 jeunes, principalement des étudiantEs, sont prêtEs à affronter la police. Des milliers de per-



sonnes sont prêtes à recourir à la force, et des milliers d'autres jeunes, sans y participer directement, sont prêts à soutenir les radicaux. Cela rend le mouvement dynamique : les jeunes qui apportent leur soutien fournissent les visières, les casques, l'eau, etc.

Leurs orientations politiques sont variées, et il est rare qu'ils adhèrent à des organisations politiques. Ils et elles sont jeunes, en âge d'être scolarisés dans le secondaire ou le supérieur. Ils et elles croient sincèrement en la démocratie mais ont une compréhension rudimentaire de la politique. Ils/elles peuvent être xénophobes à l'égard des Chinois du continent, mais cela ne s'est pas cristallisé pour l'instant dans un programme ou une perspective

politique. En même temps, beaucoup de jeunes pensent qu'il est important de gagner à leur cause les Chinois du continent, et de les convaincre des revendications. Des positions contradictoires sont donc en présence. Un courant « localiste » xénophobe a vu le jour avant le « Mouvement des parapluies » de 2014. Ce courant est affaibli depuis 2016. Les médias occidentaux leur prêtent une grande attention, mais leurs organisations sont petites, et regroupent moins de deux ou trois mille personnes. Leur politique reste dangereuse parce que la société hongkongaise a toujours été orientée à droite, et que les gens peuvent accepter l'idée que les habitants du continent sont le problème et devraient être expulsés de Hong Kong.

Sur des bases opposées, le monde du travail participe au mouvement.

La syndicalisation est importante à Hong Kong. C'est une bonne chose que la grève du 5 août ait été relativement réussie, d'autant plus qu'elle n'était pas bien organisée. Les syndicats de Hong Kong n'organisent généralement pas de grèves politiques, mais on parle maintenant d'une troisième grève début septembre.

Le mouvement est parfois accusé d'être le fruit d'une ingérence étrangère. Mais si on observe le mouvement sur le terrain, on constate que les accusations selon lesquelles il serait contrôlé ou financé par le gouvernement américain sont carrément stupides. Lorsque deux millions de personnes descendent dans la rue, il y a forcément des gens qui insultent la police et les traitent de porcs, mais cela ne signifie pas pour autant qu'ils sont contrôlés par une puissance étrangère.



Rassemblement à la zone de protestation dehors du complexe du conseil de législatif (LegCo) - @ Wikicommons Jonashstand

LA SITUATION EST MAINTENANT DANS UNE IMPASSE.

Il est très clair que Pékin ne veut pas perdre la face et restera sur sa ligne dure. Le gouvernement Lam a perdu toute autonomie, mais il ne reculera pas. Pendant ce temps, les gens sont constamment en butte à une répression croissante. Cela pourrait se transformer en une situation révolutionnaire. Il faudrait pour cela que des centaines de milliers de citoyens ordinaires et de salariés fusionnent avec les jeunes radicaux et combattent simultanément la police. Mais ce n'est pas facile. Hong Kong est trop petit pour se battre contre Pékin, et beaucoup de gens en sont conscients. De plus, le mouvement n'est pas bien organisé, et le niveau de conscience général est très rudimentaire.

UN MOUVEMENT NÉANMOINS D'UNE GRANDE IMPORTANCE

La mobilisation est le signe de l'émergence d'une nouvelle génération, qui a grandi après la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997. Cela procure une nouvelle énergie à la politique hongkongaise. La nouvelle génération est plus radicale, reprenant à son compte le mot « révolution ». Ma généra-

tion craint la révolution, ce sont donc des jeunes qui jettent des pierres à la police pour la défendre. C'est très bien, même si c'est simultanément chaotique. Il s'agit à la fois d'une chance et d'un défi. Le mouvement représente un conflit entre deux visions de Hong Kong. L'une est la vision de Pékin, et l'autre est celle des gens ordinaires. Le gouvernement de Pékin a toujours considéré Hong Kong uniquement sous l'angle économique. Il a voulu priver Hong Kong de son identité politique et l'empêcher de jouer un rôle politique. Ceci est compréhensible, étant donné que Hong Kong est la seule ville de Chine à jouir de la liberté d'expression et de la liberté pour les partis politiques. Mais ce qui est contradictoire, c'est que c'est précisément cela qui a politisé la population initialement apolitique de Hong

Kong. L'énorme politisation de Hong Kong n'est pas due à l'ingérence étrangère, c'est le Parti communiste chinois qui a contribué à la susciter. Enfin, deux orientations s'affrontent à Hong Kong : celle des couches populaires, et celle de la classe supérieure et des magnats (tycoons). Il y a trente ans, la classe moyenne partageait la même vision que les magnats. Contrairement à la vision de Pékin, la classe moyenne de Hong Kong aspirait à une forme libérale de capitalisme pour l'île. Depuis 30 ans, les magnats ne partagent plus cette vision. Ils sont devenus les partisans du capitalisme totalitaire de Pékin. Un conflit existe donc entre ces deux orientations. Dans mon livre, *l'Essor de la Chine : forces et faiblesses*, je soutiens l'idée que la Chine recèle des contradictions : ce pays est fort, mais a aussi d'énormes faiblesses. Hong Kong révèle la faiblesse de la Chine. La Chine est une société du type de celle du roman 1984 de Georges Orwell. Il est vraiment difficile d'y apporter des changements. Mais Hong Kong est différent et cela constitue une faiblesse importante pour Pékin et un espoir pour celles et ceux qui veulent changer le monde. □

La science va-t-elle sauver ou faire disparaître l'humanité ?

PAR YOHANN EMMANUEL

La science fait souvent figure d'autorité dans l'espace médiatique, où elle est présentée comme neutre et porteuse de progrès technologiques capables de résoudre les défis auxquels est confrontée l'humanité. Mais une posture opposée consistant à se défier des sciences se développe en réaction. Le risque de cette méfiance systématique est de rejeter toutes démarches, inventions et découvertes scientifiques, quelles qu'elles soient. Ce dilemme entre foi scientifique et antiscience reste pourtant prisonnier d'une certaine vision confuse de la science, qui la comprend en bloc et la confond avec ses applications. À l'heure de la crise écologique, il importe de sortir de ce faux dilemme pour chercher à mieux cerner les rapports qu'entretiennent sciences et politique, et comprendre le rôle que peuvent jouer les premières dans l'avènement d'une société écosocialiste.

LE MARXISME ET LA SCIENCE

Les courants marxistes ont, dès l'origine et dans leur majorité, adopté une attitude favorable à l'égard de la science, et cela en au moins deux sens. D'une part, le marxisme était censé être, dans les termes d'Engels, un « socialisme scientifique ». L'objectif n'est pas, comme pour les « socialismes utopiques », de construire des modèles de sociétés alternatives et idéales, en faisant abstraction de la situation actuelle et de la manière selon laquelle elles pourraient naître. Le marxisme veut au contraire produire une connaissance du processus historique (et de ses tendances socio-économiques) à même de guider la lutte politique, jusqu'à la révolution. Cette connaissance ne peut certes pas être de même type que les sciences de la nature puisque ce sont en définitive les hommes qui font l'histoire, bien que dans des conditions qu'ils n'ont

pas choisies et soumis à des influences multiples ; mais elle peut et doit s'inspirer de leur rigueur et de leurs méthodes, jusqu'à chercher dans certains cas à dégager des lois. D'autre part, le mouvement ouvrier révolutionnaire, tout comme la société communiste visée, devaient reprendre à leur compte les progrès scientifiques et techniques rendus possibles par le capitalisme. Marx a ainsi été particulièrement sensible à la capacité du mode de production capitaliste – qui le distingue de tous les autres modes de production ayant existé jusqu'alors – à s'approprier, et dans certains cas à favoriser, les avancées scientifiques pour satisfaire son impératif d'accumulation. D'après lui, malgré leurs conséquences délétères sur les travailleurs, l'efficacité et la rationalité productive liées au capitalisme ne sont pas à rejeter en bloc, et pourraient dans une

certaine mesure être mises au service des populations dans une société émancipée.

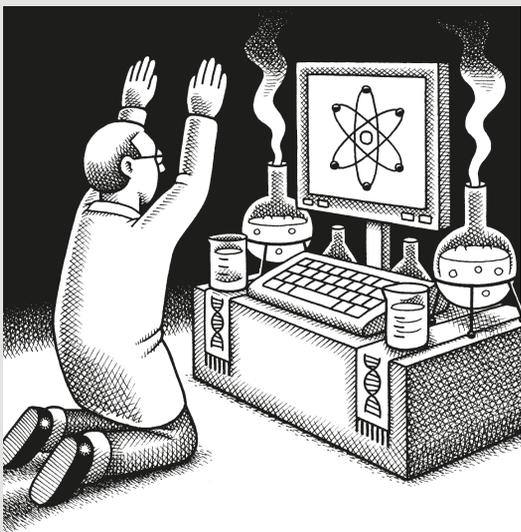
LE STALINISME ET LE SCIENTISME

Cette attitude favorable envers la rationalité scientifique a par la suite été rigidifiée et caricaturée. La version la plus grossière et monstrueuse d'un tel marxisme positiviste et déterministe, le stalinisme, a professé une foi aveugle dans la science tout en l'instrumentalisant à des fins immédiatement politiques. C'est ainsi que Trofim Lysenko (1898-1976), pourfendeur de

la génétique occidentale et défenseur de la thèse de l'hérédité des caractères acquis, était vu par le régime soviétique, au tournant des années 1940-1950, comme l'illustre représentant de la « science prolétarienne » aux prises avec la « science bourgeoise » ; la fausseté de cette dernière reflétait du reste la décadence d'un capitalisme à bout de souffle, ayant dépassé sa phase progressiste et désormais incapable de toute innovation véritable. Le stalinisme se légitimait donc à l'aide d'une idéologie scientiste, qui dans certains cas pouvait s'opposer aux découvertes scientifiques réelles. Parallèlement à cet enrôlement politique et idéologique, la science servait également un accroissement de la production forcé et destructeur : la catastrophe de Tchernobyl, en sera à terme (le 26 avril 1986) la conséquence la plus dramatique.

L'ÉCOSOCIALISME CONTRE LE PRODUCTIVISME

Le productivisme est bien entendu partagé par les sociétés capitalistes. Les désastres écologiques et sociaux dont il est la cause sont déjà massifs, et menacent la survie, sinon de l'humanité dans son ensemble, du moins de ses parties les plus vulnérables. Diverses technologies et non maîtrisées (nucléaire civil, OGM, clonage, etc.), ou qui le sont trop bien (nucléaire militaire et autres armes de destruction massive et « non conventionnelles ») font éga-





lement courir des risques dont il est impossible de prendre la mesure. La croissance aveugle des forces productives semble avoir pour revers la prolifération de forces destructrices¹. À la suite de Walter Benjamin, on peut dès lors considérer que la révolution anticapitaliste et l'advenue du communisme doivent être repensées : « *Marx a dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Peut-être que les choses se présentent autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte par lequel l'humanité qui voyage dans le train tire les freins d'urgence*² ». La lutte contre le productivisme devient une tâche aussi essentielle que la lutte anticapitaliste ; plus exactement, elles sont indissociables. Dans une société écosocialiste – mais cela était déjà le sens d'un communisme véritable – la production viendra répondre aux besoins sociaux réels, ce qui exige notamment de créer les cadres démocratiques dans lesquels les populations puissent exprimer leurs besoins réels. La sauvegarde de l'environnement est évidemment l'un des plus importants de ces besoins.

POUR UNE CONCEPTION NON SCIENTISTE DE LA SCIENCE

Dans une telle perspective écosocialiste, quel peut être le rôle de la science ? Il est bien plus difficile aujourd'hui de soutenir l'affinité entre science et émancipation qu'à l'époque de Marx, pour de nombreuses raisons déjà évoquées : la contamination de différents courants marxistes par l'idéologie scientiste ; le rôle essentiel des progrès scientifiques pour les productivismes de tous bords, en particulier pour l'accumulation capitaliste ; ses utilisations militaires. Apparaît également un problème proprement démocratique : les innovations scientifiques sont souvent incompréhensibles par la majorité ; l'ampleur et la complexité de certains dispositifs techniques font qu'ils ne peuvent qu'être gérés centralement et d'une manière opaque par une bureaucratie (privée ou d'État) et ses experts (c'est le cas, paradigmatique, du nucléaire civil). Malgré cela, il faut se garder d'adopter une attitude de défiance à l'égard de la science en tant que telle. On peut faire une analogie avec l'attitude à adopter à l'égard de la croissance. Pour l'écosocialisme, le productivisme est à rejeter. Mais l'objectif n'est pas d'inverser simplement le signe de la croissance (faire baisser la quantité produite), objectif qui reprendrait au fond

le critère quantitatif du productivisme. L'essentiel est que la production réponde à des besoins sociaux réels, et certains secteurs comme la santé, l'éducation, ou la culture, etc., ou ceux qui s'avèreront nécessaires à la mise en place d'une société écologiquement viable (énergies renouvelables, transports publics, etc.), s'accroîtront vraisemblablement. Tout comme inverser la croissance en tant que telle est un objectif politique mal conçu, qui resterait pris dans la vision quantitative issue du productivisme, rejeter la science moderne en bloc resterait piégé dans une conception mythique, et au fond scientiste, de la science. Comme l'affirme Hubert Krivine, « *on a fréquemment voulu faire passer pour vérités scientifiques "indiscutables" des choix à forte charge politique. Le pas est alors vite franchi : on pourrait faire dire n'importe quoi à la science. De plus, le grand public ne connaît la science que par ses applications, des meilleures aux pires ; voilà pourquoi l'euphorie qu'elle a engendrée au XIXe siècle laisse aujourd'hui place au scepticisme, en tout cas dans les pays riches*³ ». Mais critiquer certaines conséquences d'usages délétères de la science ne sauraient la remettre en cause en elle-même : « *ce relativisme, souvent exprimé par la gauche, représente généralement une critique justifiée, mais dévoyée, d'applications scientifiques aux conséquences désastreuses*⁴ ». La science ne doit en effet ni être confondue avec l'ensemble de ses applications, ni avec les idéologies (scientistes) qui ont voulu l'instrumentaliser. Avant tout, elle est, « *la recherche rationnelle de lois permettant de comprendre (et d'agir sur) les processus de la nature (voire de la société) et aboutissant à des résultats universels, c'est-à-dire indépendants de la personnalité de celui qui les énonce (même s'il est en général, aujourd'hui, mâle, blanc, écrivant l'anglais et d'origine sociale plutôt favorisée) ; ces lois sont donc en principe testables par toute fraction de la communauté humaine*⁵ ». L'universalité inhérente à la science, et sa capacité à rendre les êtres humains partiellement maîtres de leur destin, étaient déjà ce qui séduisait Marx et Engels.

LA SCIENCE NE SUFFIT PAS À FAIRE UNE POLITIQUE ÉCOSOCIALISTE

Les destructions écologiques, pour l'essentiel, sont à venir : elles ne peuvent pas être constatées, et seules les sciences de l'environnement nous permettent, dans une certaine mesure, de les prévoir. Les sciences constituent donc un élément nécessaire à tout projet écosocialiste. Cela

étant, face aux dangers causés par le capitalisme, il est désastreux d'oublier la nécessité de la politique. La collapsologie, la pseudo-« science de la catastrophe » représentée notamment par Paolo Servigne, considère que l'effondrement de l'humanité est inéluctable et ne cherche qu'à penser la manière dont les survivants pourront le supporter : cette conception fataliste est une impasse⁶. D'une manière symétrique, certains recherchent des solutions scientifiques miraculeuses : c'est le cas avec la géo-ingénierie, la mise en œuvre de technologies de pointe afin de manipuler le climat. Plus sobrement, les tenants du capitalisme vert, tout en s'efforçant de faire montre de leur progressisme en défendant les recherches scientifiques contre d'autres fractions – climato-sceptiques – de la bourgeoisie, n'envisagent que des aménagements à la marge du système actuel, bien entendu insuffisants⁷. Ni les prophéties d'apocalypse écologique, ni l'attente de miracles technologiques ni la gestion de l'ordre établi ne peuvent faire une bonne politique. Les sciences de l'environnement ne donnent pas des prévisions certaines ou des solutions clés en main. Elles décrivent des scénarios possibles (entre différents niveaux de réchauffement climatique par exemple), mais dont l'actualisation dépendra de décisions politiques et, en définitive, du rapport de force que les luttes écologiques et de classes seront parvenues ou non à instaurer. Elles élaborent des technologies utiles (le développement de certaines énergies renouvelables par exemple), mais qui ne pourront être mises en œuvre qu'en remettant en cause le système capitaliste. Et elles aident à concevoir des sociétés alternatives obéissant à des logiques de production et de consommation viables (fondées sur une véritable agroécologie par exemple) : mais si elles ne sont pas reprises par des mouvements sociaux de masse, et nourries en retour par ces derniers, ces propositions scientifiques resteront de simples « utopies ». □

1. Löwy, Michael, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique*, Mille et Une Nuits, 2011.

2. Pour cette note préparatoire des Thèses sur l'histoire, voir Löwy, Michael, « *Walter Benjamin, précurseur de l'écosocialisme* », Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 130 | 2016 : <https://journals.openedition.org/chrhc/4909#ftn8>.

3. Krivine, Hubert, « *Le Coran et la Bible contre la science ou à côté ?* », Contretemps.web : <https://www.contretemps.eu/coran-bible-contre-science-cote/>.

4. Idem.

5. Idem.

6. Voir Tanuro, Daniel, « *L'effondrement des sociétés est-il inévitable ?* », Contretemps.web : <https://www.contretemps.eu/effondrement-societes-humaines-tanuro/>.

7. Voir Tanuro, Daniel, *L'impossible capitalisme vert*, La Découverte, 2012.

L'intelligence artificielle est-elle intelligente ?

PAR HUBERT KRIVINE

Sur la base des progrès foudroyants de l'intelligence artificielle, ses soutiens inconditionnels prétendent que celle-ci va révolutionner les mécanismes de la connaissance et, à la limite, permettre de se passer de théorie. Nous dénonçons la naïveté de ce pragmatisme.

Le domaine de l'intelligence artificielle (IA) est un peu comme celui de l'Univers : il est en expansion accélérée et rempli de trous noirs... L'IA est une toute nouvelle discipline, comme l'a été l'imprimerie au milieu du XV^e siècle. Qui aurait pu alors anticiper que son développement irait bien au-delà de son but initial : la propagation des Saintes-Écritures ? Plus récemment encore, qui aurait pu imaginer les conséquences de l'internet, créé à l'origine pour faciliter les échanges entre physiciens de laboratoires éloignés ? Il faut donc être extrêmement prudent sur les potentialités de l'IA, surtout qu'à la différence de ces deux innovations, on ne sait pas pourquoi elle « marche » si bien. Enfin, l'appellation est bluffeuse : l'intelligence artificielle n'est pas à l'intelligence humaine ce qu'est l'insuline artificielle à l'insuline animale, c'est-à-dire, potentiellement au moins, la même chose en mieux.

Nous ne nous intéresserons pas ici aux succès et dangers de l'IA dans tous les domaines, mais essentiellement à ce qui nous semble être ses limites actuelles. Nous ignorons évidemment ce qui se passera dans les siècles à venir...

COMPRENDRE POUR PRÉVOIR

L'humanité a de tout temps eu besoin de prévoir. Elle l'a fait soit à l'aide de

la magie (haruspice, augures et autres pythies), soit par l'observation de corrélations régulières. C'était la prévision du mouvement des astres, des marées, de l'action médicamenteuse de certaines plantes, des propriétés des alliages métalliques, des bienfaits du croisement de plantes et d'animaux, etc. D'où l'importance de la tradition dans les sociétés primitives. À

prévoir de nouveaux. La théorie de la gravitation de Newton est emblématique : non seulement elle rend compte avec précision du mouvement elliptique des planètes, mais elle va prévoir le retour de la comète de Halley, la valeur de l'épaississement de la Terre à l'équateur et, un siècle et demi plus tard, la découverte de Neptune grâce aux calculs de Le Verrier. Les ondes ra-



Supercalculateur IBM Blue Gene/Q de l'Argonne National Laboratory (2013) - © Wikicommons / Argonne National Laboratory

la Renaissance va se développer l'idée qu'il existe des lois impersonnelles et universelles qui gouvernent le monde et que la tâche des savants est de les découvrir. Galilée qui affirmait que le « livre de l'Univers est écrit en langue mathématique » en est le précurseur le plus fameux. Dieu n'est certes pas abandonné, mais disons, relégué. Ces lois vont non seulement rendre compte des phénomènes observés, mais en

dio seront découvertes vingt ans après avoir été prévues par les équations de Maxwell. La théorie générale de la relativité n'est pas fondée sur l'observation que la présence de masses courberait la trajectoire de la lumière, mais au contraire elle a prévu cette





(minuscule) déviation qui sera effectivement mesurée quatre ans plus tard par Eddington. On pourrait multiplier les prévisions de phénomènes inouïs – au sens propre du terme – causées par la connaissance de ces lois.

Malheureusement, cette voie royale d'entendement qu'on pourrait résumer en *comprendre pour prévoir*, va s'obscurcir pour (au moins) deux raisons :

1) Même si on connaît les lois d'un phénomène, elles peuvent être si nombreuses et/ou si compliquées et intriquées que leur mise en œuvre est pratiquement impossible. On doit alors faire appel à des lois statistiques qui prévoient seulement des moyennes.

2) Il peut se faire qu'une seule loi simple et bien connue gouverne un phénomène et qu'on soit néanmoins incapable d'anticiper au-delà d'un certain horizon de temps. C'est ce

Le chaos déterministe – bel oxymore – ne remet pas en question la causalité, mais interroge, y compris dans les sciences dites « dures », notre capacité à la mettre en évidence.

La conclusion générale est que la compréhension – et même la connaissance de la loi quand on les connaît – ne permet pas nécessairement de prévoir.

PRÉVOIR SANS COMPRENDRE (LE RETOUR ?)

Nos Anciens, sur la base de milliers (millions ?) d'observations, arrivaient à tirer certaines leçons. Mais maintenant nous disposons d'infiniment plus de données (en chiffres, images, sons, vidéos) ; ce sont les "Big Data". Il s'agit de quantités inimaginables : par exemple, chaque jour est généré 2,5 milliards de milliards d'octets¹ ! Ajoutons que l'accumulation d'informations est telle que 90% des données dans le monde ont été créées au cours des deux dernières années seulement. Il est hors de question que ces

comme chats, chiens, tigres, etc. C'est l'apprentissage supervisé. On peut même ne pas étiqueter *a priori* les images, la machine se débrouillera pour faire des regroupements *ad hoc* et créer ainsi de nouvelles catégories ; c'est l'apprentissage non supervisé, plus gourmand en ressources, mais plus facile à mettre en œuvre (pas d'étiquetage qui est un processus long et complexe). Elle peut enfin se procurer elle-même les données d'apprentissage qu'elle testera *in situ* en se proposant des expériences, c'est l'apprentissage par renforcement. Un peu comme un enfant apprend à parler sans connaître la grammaire. C'est avec ce dernier mode d'apprentissage qu'a fonctionné la machine AlphaZero qui a battu le champion du monde de jeu de go, Ke Jie, en mai 2017². En trois jours elle a joué des millions de parties contre elle-même et a en quelque sorte « compris » comment jouer. Les guillemets sont importants : elle a peut-être compris, mais pas nous ! Personne ne



La détection de caractéristiques aide l'IA à composer des structures abstraites informatives à partir de données brutes -JonMcLoone at English Wikipedia

qui s'appelle le chaos déterministe. « Déterministe » parce qu'il y a une loi, « chaos » parce qu'on ne peut néanmoins rien en conclure à terme. Il est dû au fait que de toutes petites variations des conditions initiales ou de l'environnement peuvent générer une divergence exponentielle des solutions. Bien des phénomènes connaissent ce chaos : les trajectoires des molécules d'un gaz, le développement d'espèces en compétition, la météo, le mouvement des planètes du système solaire. Bien sûr cet horizon d'imprédictibilité dépend du système, il peut varier de la millionième de seconde pour le premier exemple aux milliards d'années pour le dernier.

immenses bases de données soient directement lues par des hommes. Elles doivent être « intelligemment » stockées puis dépouillées par la machine. C'est l'un des objets de la mal nommée « intelligence artificielle ».

Très schématiquement, l'IA moderne se caractérise par l'apprentissage machine, c'est-à-dire que la machine, « instruite » par une base de données, extrapole de l'information sur des données nouvelles. Ces données d'apprentissage peuvent lui être fournies « étiquetées », c'est-à-dire par exemple, sous forme de milliers de caractères manuscrits préalablement catalogués comme étant *a*, *b*, *c*... *z* ou de millions d'images d'animaux catalogués

sait expliquer le cheminement qui a permis cette victoire.

A-T-ON ENCORE BESOIN DE DÉMONSTRATIONS ?

À la différence de l'esprit humain, la machine qui utilise les réseaux de neurones artificiels n'a pas d'outil pour distinguer les corrélations causales des non causales ; et, *a fortiori*, elle ne fournit pas d'explications. Mais est-ce si grave ? Après tout, avec une base de données extrêmement limitée et sans réelle théorie, l'humanité de l'*homo sapiens* s'est très bien développée pendant plus de 150 000 ans. Ne pourrait-on pas penser à plus forte raison que, sur la seule gigantesque base moderne des *big*

data correctement exploitée, elle pourra continuer et même infiniment mieux qu'auparavant ? De toute façon, des corrélations même non causales peuvent être prédictives : ce n'est pas la chute du baromètre qui cause la tempête ! Je cite la position extrémiste et hélas populaire d'un Chris Anderson. Le titre de son célèbre article³ est éloquent : « *La fin de la théorie : le déluge de données rend la méthode scientifique obsolète* ». On peut y lire ceci : « *Avec suffisamment de données, les nombres parlent d'eux-mêmes* ». Et, plus loin : « *La corrélation supprime la causalité, et la science peut avancer même sans modèle cohérent, sans théorie unifiée voire sans aucune explication mécaniste du tout.* » Pour lui, l'idée est que tous les modèles sont faux et souvent pollués d'idées préconçues alors que les bases de données, à condition d'être suffisamment gigantesques, ne sauraient mentir. Peut-on considérer que, dès 1960, Deng Xiaoping avait bien anticipé cette philosophie lorsqu'il affirmait : « *Peu importe qu'un chat soit blanc ou noir, s'il attrape la souris, c'est un bon chat* » ? Il s'agissait d'introduire plus de pragmatisme (au sens de plus de marché) dans l'économie, sans s'embarasser des objections théoriques qu'on pouvait lui opposer. Il y a moins « extrémiste » dans l'abandon de la théorie⁴ : « *La science vit ainsi une révolution épistémologique avec la mise en œuvre depuis une dizaine d'années seulement d'un "quatrième paradigme" de la découverte scientifique, à partir de l'analyse et de l'exploitation intensive des données, sans nécessité a priori d'un modèle décrivant le réel. Cette révolution touche tous les secteurs scientifiques, tout particulièrement les domaines de la biologie-santé et des sciences humaines et sociales.* »

IL N'Y A PAS D'INTELLIGENCE, IL N'Y A QUE DES PREUVES D'INTELLIGENCE

Comment définir l'intelligence de la machine sans l'avoir fait déjà pour celle des humains⁵ ? Turing⁶ escamote habilement cette question en proposant seulement de les comparer par un test. Un expérimentateur dialogue via un clavier (ou même aujourd'hui par la voix) avec un interlocuteur caché. Si l'homme est le plus souvent incapable de savoir s'il a eu affaire à une machine ou pas, on dira que la machine a passé le test de Turing. Bien sûr, la durée du test est importante et aujourd'hui aucune machine ne l'a emporté dans des temps raisonnables.

Malgré (ou peut-être à cause de ?) sa très grande simplicité, le test de Turing est jugé peu intéressant par certains spécialistes de l'IA. On peut d'ailleurs penser que les machines réussiraient le test de Turing s'il ne comportait que des épreuves conventionnelles du type de celle utilisées pour déterminer le « Quotient intellectuel » des individus. Essentiellement, l'intelligence de l'IA procède par induction. Ce qui veut dire que la machine ne peut prévoir que sur la base (gigantesque, certes) du déjà connu ou advenu. En caricaturant un peu, pour la machine, ce qui arrivera est déjà arrivé ou proche de l'être, mais sans les *big data*, on (les humains) ne l'aurait jamais décelé. Sauf que dans des situations politiques, financières et économiques inédites, les prévisions des *big data* échouent. Voir par exemple les « prévisions » de la crise des subprimes partie des États-Unis en 2007. Nate Silver⁷ montre comment la singularité absolue du tableau économique des USA à cette époque rendait inopérante toute extrapolation.

Au fond, le « raisonnement » par induction suppose que quand un événement s'est répété n fois, il se répétera une $(n + 1)$ -ième fois, et ce d'autant plus sûrement que n est grand ; mais c'est sans considérer les conditions – éventuellement changeantes – qui ont permis cette continuité ; il faut une hypothèse implicite d'uniformité. Avec cette hypothèse, ni vous, ni vos parents ne mourront jamais ! (puisque vous constatez qu'ils ont vécu sans cesse tous les jours depuis 25 000 jours, ils vivront encore le jour suivant). Le raisonnement par induction, courant dans la vie quotidienne, peut donc suggérer une hypothèse ; il ne la démontre en aucun cas.

IL N'Y A PAS DE DONNÉES BRUTES

Il n'y a pas de données innocentes ; la notion de données brutes est un oxymore, a écrit très justement l'historienne des médias nord-américaine Lisa Gitelman. Les données sont des productions humaines qui peuvent être socialement ou techniquement biaisées – et pas nécessairement de façon volontaire. On prend et on mélange les données là où on les trouve, comme un ivrogne cherche sa clé perdue la nuit seulement sous les lampadaires. Sont nombreux les exemples du danger d'analyse de données « brutes », sans réflexion sur leur production et dont l'augmentation en taille n'en diminuerait pas le faux

sens. En fait, l'IA ne fait que multiplier les dangers de biais inhérents à toutes les analyses « classiques ».

PEUT-ON NUMÉRISER L'UNIVERS ?

L'humain interagit avec toute la Nature (et ça fait du monde !), pas la machine qui n'en connaît qu'une petite partie, et de plus, digitalisée, c'est-à-dire, en dernière analyse, uniquement représentée par une succession – gigantesque, certes –, mais finie, de 0 et de 1. Mais la carte (numérique) n'est pas le terrain. Croire que la Nature suffisamment digitalisée est la Nature nous semble être une illusion totale, et ce quel que soit le degré de digitalisation. C'est pourtant le *credo* de quelques ayatollahs des *big data*. Extrapolant les succès spectaculaires de l'IA, ils imaginent qu'on pourra demain faire de la physique sans physicien, voire de la médecine sans médecin et pourquoi pas, des condamnations sans juge.

Illusion totale, vraiment ? Mais l'homme n'a pas non plus directement accès à toute la Nature. C'est seulement par ses sens qu'il interagit avec elle et il ne peut donc pas voir – ni sentir, ni toucher – tout le terrain. Ce qu'il en voit, par exemple, est pixélisé sur les 120 millions de cellules photosensibles (cônes et bâtonnets) qui peuplent sa rétine. Or, aujourd'hui les photos digitalisées peuvent atteindre, voire dépasser cette finesse. Les capteurs artificiels n'ont donc rien à envier à nos capteurs naturels. Mais le « terrain » ne se réduit pas seulement à l'image qu'en perçoit notre rétine. Il faut considérer tout ce qui le constitue avec sa géologie, son histoire, ses millions d'espèces vivantes et mortes, ses odeurs, son prix au mètre carré, sa beauté, la poésie qui lui est attachée, etc. D'une façon ou d'une autre le cerveau humain y est sensible même si on ne sait ni comment ni à quel degré ; voilà qui fait pratiquement une infinité d'éléments (en interaction). Croire que le « terrain » au plein sens du terme est pixélisable, c'est-à-dire représentable par une suite finie (même très grande) de 0 et de 1, semble aussi fou que croire que les êtres humains (et le reste)





étant composés de molécules en interaction, on arrivera à l'explication de la prise de la Bastille en 1789 par l'étude (très !) approfondie des forces entre atomes. Ce serait ce qu'on peut appeler un réductionnisme échevelé. On n'évoquera jamais trop ce titre d'article aussi lapidaire que profond de Philip Warren Anderson : « *More is different* ». Il faut changer de théorie quand on change d'échelle en temps, en taille ou en complexité. Que le tout soit autre chose que la somme de ses parties est bien connu. C'est ce qui caractérise le phénomène d'émergence.

LA SCIENCE NE PROGRESSE PAS PAR ACCUMULATION DE DONNÉES

La science ne progresse pas par accumulation de données. Si la découverte du boson de Higgs ou des ondes gravitationnelles n'a pu avoir lieu qu'en manipulant les millions, voire les milliards de données de *big data*, ces découvertes sont dans leur genèse « classiques » : on savait ce qu'on cherchait. Des milliers de scientifiques et techniciens, à l'aide de centaines de millions de dollars, etc., ont dû imaginer des dispositifs diaboliquement astucieux pour mettre en évidence des effets extraordinairement faibles, qu'on aurait manqué si on ne les cherchait pas là où la théorie les prévoyait. C'est par exemple, pour les ondes gravitationnelles, une variation de longueur de moins d'un milliardième de milliardième de mètre d'un bras d'interféromètre de 3 km. Aucun *big data* n'aurait pu les trouver. Ce n'est pas nouveau ; il en a été de même pour le neutrino. Prévu en 1930 par Wolfgang Pauli, c'est une particule neutre qui n'interagit pratiquement pas avec la matière et est donc très difficile à mettre en évidence (il faudra attendre 1956 !). On voit mal comment les *big data*, aussi big soient-elles, sans guide théorique de recherche, auraient permis ces découvertes. Plus généralement, les avancées qui ont révolutionné la physique (et même aussi la philosophie), à savoir la théorie atomique, la mécanique quantique et la relativité, n'ont rien à voir avec une accumulation forcenée de data. Einstein a élaboré la relativité restreinte sur la base

des contradictions logiques internes aux équations de Maxwell (celles qui régissent les courants électriques et expliquent les ondes radio) et la relativité générale à cause des contradictions théoriques apparues au sein de la relativité restreinte. Newton n'avait pas vu plus de pommes tomber que ses prédécesseurs pour élaborer sa théorie de la gravitation.

Les données – bien sûr indispensables à la vérification de la théorie – ne viendront qu'ensuite. Ce sont ces théories permettant une nouvelle auscultation du ciel qui fourniront le point de départ à la fabrication de bien des big data et pas l'inverse. Par exemple, la théorie de la relativité (énoncée par Einstein en 1915) prévoit une courbure des rayons lumineux passant près d'une étoile massive (qui sera vérifiée en 1919 par Eddington). C'est le phénomène de lentille gravitationnelle, source nouvelle d'information sur la distribution des masses de l'univers. Il en va de même pour les ondes gravitationnelles qui vont encore enrichir nos *big data*. En résumé, la science ne procède pas par accumulation et systématisation de données – même si c'est une étape qui peut être importante, mais par la résolution de problèmes⁸. Problèmes qui peuvent être internes à la théorie existante ou résulter des contradictions entre théorie et expériences (ou observations). C'est tout le problème ouvert de la créativité.

Il y a enfin une autre différence de taille : la machine est dédiée. Elle doit résoudre, tout chose égale par ailleurs, une tâche qu'on lui fixe. Elle vit dans un petit monde. Même si le nombre de parties de jeu de go est des milliards de fois supérieur au nombre total d'atomes de l'univers, la machine n'interagit que faiblement avec tout l'univers (elle répond seulement aux coups de l'adversaire). En ces sens, c'est un jeu « simple ». Un robot rat se débrouillera bien mieux qu'un vrai dans un labyrinthe, mais qu'arrive une odeur de brûlé, le vrai rat cherchera à fuir, pas le robot. Le vrai rat possède en quelque sorte une culture, fruit d'un processus d'évolution darwinienne d'interactions avec le reste du monde qui aura duré des milliards d'années. Ce processus est foisonnant, c'est-à-dire sans but. Il est beaucoup plus lent qu'un

processus piloté par un but, mais sur le long terme, il est beaucoup plus efficace. C'est lui qui est à l'origine du « sens commun », chose la plus difficile à acquérir – si tant est que ce soit possible un jour – par une machine⁹.

EN CONCLUSION ?

Voici un extrait de l'interview d'Antoinette Rouvroy parue sous le titre « *Mais pourquoi faudrait-il s'en inquiéter si l'on gagne en efficacité ?* », dans Le Monde du 30 décembre 2017 : « *Nous allons vers un changement épistémologique majeur. S'en remettre à ce type de calcul traduit un renoncement aux ambitions de la raison moderne qui liait les phénomènes à leurs causes. Ces ambitions de la raison permettaient d'envisager la prévention, d'agir sur les causes pour changer les effets. Au lieu de cela, on se dirige vers un système de pures corrélations.*

On ne cherche plus à comprendre l'environnement, on cherche à le prédire. Notre rapport au savoir change, mais aussi notre rapport au monde : on se focalise davantage qu'auparavant sur les risques. Voir et comprendre sont supplantés par détecter et prévenir. On passe d'une civilisation du signe, qui était porteur de sens, à une civilisation du signal, qui est une donnée qui ne signifie rien en soi. »

Autrement dit : avec la science on tente d'agir sur le monde, avec l'IA fétichisée, c'est le monde qui agit sur nous, ce qui est bien différent ! Voilà qui redonne une bonne actualité à un Marx qui affirmait en substance qu'il ne fallait pas tant interpréter le monde, mais qu'il s'agissait de le transformer. □

1. Un octet, ce sont 8 chiffres binaires (bits), c'est-à-dire une suite de 8 zéros ou 1. Il permet de coder 28=256 caractères, soit largement plus que tout un alphabet avec majuscules, accents et ponctuation.

2. Ce qui semblait totalement hors de portée cinq ans auparavant...

3. Consultable en ligne sur <https://www.wired.com/2008/06/pb-theory/>

4. Jedan-Philippe Bourgoin, Voyage au cœur du big data. Clefs CEA, 64, juin 2017.

5. On connaît les nombreuses polémiques autour de la signification du QI (le quotient intellectuel).

6. Alan Turing (1912-1954), génial mathématicien anglais qui a su casser le code secret allemand pendant la Seconde Guerre mondiale. Persécuté pour son homosexualité, il se suicida en croquant une pomme empoisonnée.

7. *The signal and the noise: The art of science and prediction*, Penguin, 2012.

8. Prophétie attribuée à Einstein : les machines un jour pourront résoudre tous les problèmes, mais jamais aucune d'entre elles ne pourra en poser un !

9. Par exemple la modification minuscule de quelques pixels sur une photo de mouton broutant dans un pré peut le faire identifier par la machine comme une table. Ce que le sens commun interdirait évidemment !

Ambivalences de la « révolution numérique »

PAR ANDRÉ VITALIS*

La « révolution numérique », c'est à la fois du prévisible et de l'inattendu. Née du croisement d'une logique libérale avec une logique libertaire, elle offre de nouvelles possibilités d'expression qui ne doivent pas faire oublier d'autres aspects moins positifs ¹.

La révolution du numérique prolonge une société industrielle en crise en préservant ses chances de croissance. Au début des années 1970, des sociologues et des économistes annoncent l'avènement d'une société post-industrielle, où les technologies de l'information auraient une place centrale. Des rapports officiels, comme le rapport japonais Jacudi de 1972, montrent qu'une société de l'information peut constituer une alternative à une société industrielle jugée trop polluante. En 1978, le rapport Nora/Minc, en France, plaide dans le même sens et, dix ans plus tard aux États-Unis, un rapport du MIT (Massachusetts Institute of Technology) recommande à l'État fédéral d'investir massivement dans les industries électroniques pour conserver au pays sa suprématie sur l'économie mondiale. En 1993, l'annonce par le gouvernement américain de la construction d'autoroutes de l'information et, deux ans plus tard, celle par le G7 de la construction d'une société mondiale de l'information nous font véritablement entrer dans l'ère numérique.

Tous ces projets sont marqués par une forte empreinte libérale. Ce sont les entreprises privées qui se voient reconnaître le rôle principal dans l'édification de cette société de l'information avec une intervention minimale des États. L'empreinte libérale se retrouve aussi dans la priorité donnée à la croissance des moyens, sans qu'aient été définis au préalable les buts ou les réformes souhaitables que ces moyens devaient servir. La pensée libérale s'est toujours montrée pessimiste sur les capacités des hommes à édifier une bonne société. Elle préfère les voir suivre leurs intérêts personnels régulés par la main invisible du marché et agir sur le monde avec les

armes de la science et de la technique. En l'absence de définition de finalités, les nouvelles techniques et les réseaux d'information sont considérés comme bons et utiles en eux-mêmes, et l'on se retrouve ici avec une ampleur décuplée, le discours enchanté qui depuis le télégraphe a toujours accompagné l'innovation dans la communication. Comme par un effet magique, ces nouvelles techniques vont permettre de travailler avec plus d'efficacité, de mieux participer à la vie démocratique, de mieux diffuser la

aujourd'hui le monde numérique.

OUVERTURE, UNIVERSALITÉ ET GRATUITÉ

La « révolution numérique » a ouvert de nouveaux espaces de liberté grâce aux fonctionnalités des nouveaux outils qu'elle propose, mais aussi, et surtout, grâce au caractère démocratique d'Internet. Ce réseau universel est un espace de communication mondial mis à la portée de tous. Constitué d'un nombre indéterminé et potentiellement illimité de points interconnectés, il offre un mode de communi-



Les sphères Amazon - Biodin / Wikicommons

connaissance et, de manière générale, d'apporter une solution à tous les problèmes sociaux.

Vingt ans plus tard, toutes ces promesses sont loin d'avoir été tenues. La mise en place d'une infrastructure mondiale d'information a assuré un développement des échanges et permis aux entreprises américaines de conforter leur suprématie. Après le règne de la machine, avec IBM, puis celui du logiciel, avec Microsoft, ce sont les données, avec Google et Facebook, qui dominent

cation déterritorialisé et sans point central de contrôle.

Ce caractère démocratique du réseau, nous le devons à une conjonction surprenante, et qui aurait pu ne pas se produire, entre des institutions financées par des fonds publics et l'activité autonome de chercheurs et de passionnés d'informatique souvent





influencés par les milieux américains de la contre-culture. Internet a été construit au départ pour pouvoir résister à une attaque militaire, puis il a été mis au service de la communauté scientifique. C'est grâce à la contribution de scientifiques indépendants et de hackers dont le mot d'ordre était « le Web à tous, à tout et en tout lieu » qu'au début des années 1990, le réseau a été mis à la disposition du plus grand nombre. Ces contributeurs partageaient une culture commune de la solidarité et de l'entraide qui se retrouve dans leur œuvre. Pour eux, la priorité devait être donnée à l'intérêt collectif et à la gratuité avant toute autre considération.

Des entreprises sensibles à l'intérêt du réseau comme source de profit se sont très vite manifestées, mais, malgré leur place toujours plus importante, elles n'ont pu remettre fondamentalement en cause ces options de départ. Ce sont ces choix de l'ouverture, de l'universalité et de la gratuité qui, au-delà de la puissance d'un outil numérique interactif, ont permis à un nombre toujours croissant d'individus d'accéder à des stocks énormes d'informations, de communiquer entre eux dans des forums et de pouvoir s'exprimer dans l'espace public. Depuis 2003, le Web participatif n'a fait que multiplier ces possibilités avec les blogues, les wikis et les réseaux communautaires. Le monde de l'information en a été transformé. J'ai étudié en détail un cas exemplaire de cette transformation au moment de la marée noire de l'Erika, à la fin de 1999, alors que la France comptait 6 millions d'internautes et que le premier site collaboratif venait d'apparaître. L'information diffusée sur Internet dans ces moments de crise a mis en cause l'information délivrée par le gouvernement, les experts et les médias en se révélant souvent plus fiable. De nouveaux acteurs informationnels que l'on n'avait pas invités sont brutalement apparus sur la scène publique en brisant le monopole de la parole gouvernementale et médiatique.

SOCIÉTÉ DE CONTRÔLE

La « révolution numérique » est ambivalente, car les libertés nouvelles qu'elle permet vont de pair avec un accroissement du contrôle social. Le

double caché de la société de l'information est la société de contrôle. Internet facilite la participation, mais c'est en même temps un système qui dépossède les internautes de leurs données.

Tout support numérique (réseau de télécommunication, mais aussi cartes bancaires ou téléphones portables) comporte une caractéristique fondamentale : il garde trace des différentes transactions effectuées, que cela concerne les traces du passage dans tel lieu et à telle heure, les traces de l'accès à tel service ou à telle banque de données. Ces traces ne sont pas immédiatement perceptibles pour l'utilisateur, qui ignore le plus souvent leur captation, leur stockage et leur traitement. Cette production automatique et invisible d'informations personnelles constitue une ressource commerciale de premier ordre. Connaissant grâce à elles le goût des individus, leurs centres d'intérêt ou leurs opinions, le marketing peut établir des profils et des segmentations comportementales.

Le recueil et le traitement de ces traces sont, si l'on peut dire, le prix de la gratuité des services offerts sur Internet. L'individu numérique jouit sur le réseau de la plus grande liberté, mais sous le regard de puissances économiques et policières. L'exemple du moteur de recherche Google est, à cet égard, particulièrement éclairant. Les traces laissées par ses millions d'utilisateurs sont stockées et traitées dans 30 énormes centres de données et de calcul répartis à travers le monde. Le traitement de ces données à partir de mots clés permet à l'entreprise de se rémunérer sur les publicités contextuelles qui apparaissent en marge des réponses faites lors d'une requête. La plus grande liberté d'action renvoie paradoxalement à la plus grande possibilité d'observation et d'analyse. Cette cartographie planétaire des identités porte gravement atteinte au droit à la vie privée, que les nombreuses lois informatiques et les libertés intervenues depuis trente ans se montrent incapables de protéger. L'entreprise, après avoir voulu garder indéfiniment ces données, a bien voulu en réduire la durée de conservation à neuf mois. Le problème de la propriété des données produites par la numérisation des supports n'est jamais posé.

SURVEILLANCE D'ANTICIPATION

La centralisation et le traitement des données personnelles par des entreprises privées portent atteinte au droit à l'intimité des personnes, mais elles comportent aussi des intérêts pour la gestion collective. Ainsi, alors que Google n'entend rien au mécanisme de propagation des virus, cette entreprise peut pourtant prévoir deux semaines avant les autorités sanitaires compétentes le degré de propagation du virus d'une grippe. Comme le montre le succès des réseaux sociaux où les individus dévoilent eux-mêmes des informations jugées jusqu'alors confidentielles, la préservation du droit à la vie privée ne semble pas, aujourd'hui, un souci prioritaire. Cependant, depuis les révélations d'Edward Snowden en juin 2013, cette question retient davantage l'attention. Il est en effet difficile de rester indifférent, notamment pour les États, devant le pillage mondial des données personnelles effectué par l'Agence nationale de sécurité américaine (NSA) avec la complicité des opérateurs de télécommunications et des géants de l'Internet. Lors du Netmundial organisé à Sao Paulo en avril 2014 par la présidente du Brésil, les pratiques de cette agence ont fait l'objet d'une condamnation unanime, de même que le mode actuel de gouvernance du réseau. La numérisation des supports permet la mise en place d'un modèle inédit de surveillance, qui est d'autant mieux supporté qu'il est invisible et qu'il n'est pas aux mains d'un unique Big Brother. Les buts de cette surveillance sont essentiellement commerciaux et sécuritaires. C'est une surveillance de masse, qui repose sur la captation et le traitement des traces de près de 3 milliards d'internautes ; c'est une surveillance d'anticipation, où il s'agit surtout de prévoir le comportement de l'individu pour déterminer des stratégies très ciblées pour l'influencer dans ses achats ou pour prendre les mesures nécessaires en cas de comportement déviant. On le voit, l'internaute et l'utilisateur de supports numériques est un individu qui jouit d'une grande liberté, mais c'est aussi un individu devenu un suspect et une cible commerciale. □

1. Extrait de « La "révolution numérique" : une révolution technicienne entre liberté et contrôle », revue Communiquer, n°13.

*Auteur notamment de *l'Incertaine révolution numérique* (2016).

Les scientifiques et le climat : lanceurs d'alerte, cautions ou pousse-au-climaticide ?

PAR CHRISTINE POUPIN

Nous nous limiterons dans cet article à la question du climat. Elle ne résume pas à elle seule l'ensemble des crises écologiques, mais illustre bien le rôle contradictoire des scientifiques et experts.

Des scientifiques, l'océanographe Jean Revelle et le géologue Hans Suess, lancent dès les années 1950 l'alerte sur le changement climatique. À partir de 1958, les travaux du chercheur David Keeling permettent de mesurer l'augmentation de la teneur de l'atmosphère en CO₂. Bien avant eux, les travaux du savant suédois Svante Arrhenius en 1896 avaient établi le rôle du dioxyde de carbone dans ce qu'il nommera « l'effet de serre », et fait le lien avec la consommation croissante de charbon et le développement de l'industrie.

LE GIEC : UNE ORGANISATION HYBRIDE

La création du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en anglais Intergovernmental Panel on Climate Change, IPCC) en 1988 marque un tournant, tant cette instance est désormais incontournable. Sa naissance comme ses règles de fonctionnement mêlent étroitement science et géopolitique. En effet, le GIEC est créé par le G7 (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Canada, Italie) sous la pression de Reagan et de Thatcher pour empêcher une agence de l'ONU, « soupçonnée de militantisme écologique¹ », de s'imposer comme référence en matière d'expertise climatique. Il est placé sous l'égide de deux organismes de l'ONU, l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. C'est une organisation hybride qui associe représentants des États (195) et scientifiques. La mission des scientifiques est d'« évaluer, sans parti pris et de façon méthodique, claire et objective, les informations scientifiques, techniques et socio-économiques nécessaires pour comprendre le changement climatique, ses répercussions et les risques futurs, ainsi que les stratégies d'adaptation et d'atténuation envisageables ». Le GIEC n'entreprind pas de nouvelles recherches mais évalue

l'état des connaissances sur la base de la documentation technique publiée et examinée. Il se compose de trois groupes de travail (groupe 1 sur les éléments scientifiques, groupe 2 sur les impacts et l'adaptation, groupe 3 sur l'atténuation²). Il a fourni cinq rapports d'évaluation (1990, 1995, 2001, 2007, 2014 – le 6e est prévu pour 2022), ainsi que des rapports spéciaux comme celui d'octobre 2018 sur les conséquences d'un réchauffement de 1,5°C (SR15). Bien loin des accusations d'exagération proférées par les climato-négationnistes comme Trump, qui a cessé de payer la contribution des États-Unis au budget du GIEC (1,6 million d'euros/an sur 6 millions), la tendance est, par construction, plutôt à sous-estimer la menace. D'ailleurs chaque nouveau rapport confirme l'hypothèse la plus grave des prévisions précédentes. Les conclusions ne sont évidemment pas exemptes de biais idéologiques. Par exemple, dans le cinquième rapport, le groupe 3 écrit que « les modèles supposent des marchés qui fonctionnent pleinement et un comportement de marché concurrentiel », dans le plus pur style néolibéral³... Enfin et surtout, les conclusions et le « résumé à l'intention des décideurs » doivent être approuvées par les représentants des États, il s'agit donc de conclusions politiques, fruit du rapport de forces entre les États ou groupes d'États.

CONTRÔLER LE THERMOSTAT DE LA PLANÈTE : LA GÉOINGÉNÉRIE

Les scientifiques ne font pas qu'évaluer le changement climatique. Les sciences et techniques sont aussi utilisées pour agir sur le climat ou tenter de le faire. La recherche pour contrôler le climat n'est pas nouvelle ; dans les années 1960 elle se cantonnait à l'échelle locale, elle visait par exemple à détourner des tornades en Floride mais surtout elle avait des fins militaires, en particulier au cours de la guerre du Vietnam pour déclencher des pluies massives... Avec l'aggravation

du changement climatique, on change d'échelle, l'idée d'un « plan B » gagne du terrain, associant confiance aveugle dans les solutions techno-scientifiques (Paul Crutzen, prix Nobel de chimie) et calcul capitaliste. Prenant acte que les émissions ne diminueront pas, ou pas assez, voire continueront d'augmenter, il n'y aurait d'autre choix que d'agir, soit en amont sur le rayonnement solaire lui-même, soit en aval en « capturant » le CO₂ en excès. Ce sont les deux grandes directions de la géoingénierie. La première, dite de gestion du rayonnement solaire (GRS) regroupe des propositions plus ou moins fantaisistes (aérosols dans la stratosphère, sels marins dans les nuages pour les rendre plus réfléchissants, réflecteurs spatiaux...). La voie la plus « sérieusement » explorée est la pulvérisation de particules de soufre dans la très haute atmosphère, imitant l'explosion du volcan Pinatubo qui avait effectivement fait baisser significativement les températures. Outre les difficultés techniques, le coût exorbitant, les effets indésirables (pluies acides...), une telle « solution » condamne à continuer éternellement les vaporisations, car un arrêt provoquerait une remontée brutale des températures. Question supplémentaire mais essentielle : qui décide ? Qui a la main sur le thermostat de la planète ? Les mesures de GRS ne figurent dans aucun des profils d'évolution retenus par le rapport spécial du GIEC (SR15). Elles semblent pour l'heure écartées... mais pour combien de temps ? La deuxième direction, celle de l'élimination du dioxyde de carbone (CDR, pour Carbon dioxide removal) figure en revanche en bonne place. Le SR15 conclut que pour avoir une chance sur deux de maintenir le réchauffement en dessous de 1,5 °C, les émissions nettes (la somme des émissions et des





absorptions) de carbone doivent être réduites de moitié en douze ans et à zéro en 2050. C'est là que les « techniques à émissions négatives » (NETs) interviennent. Ce terme (trompeur) recouvre des propositions très différentes, de l'indispensable désartificialisation et reboisement des terres... au pire : la bioénergie avec capture et stockage du carbone (BECCS). La BECCS prétend absorber à grande échelle le CO₂ présent dans l'atmosphère dans de vastes monocultures, brûler cette biomasse, capturer le CO₂ émis par la combustion et le stocker dans des couches géologiques profondes... Outre les problèmes de la permanence et de la sécurisation du stockage de CO₂ qui sont loin d'être résolus, les conséquences sociales et écologiques sont innombrables : accaparement des terres et de l'eau au détriment de l'alimentation des populations, des paysanEs et des peuples, recours massif aux engrais et biocides voire aux OGM, perte de biodiversité... Un seul des quatre scénarios archétypes⁴ qui décrivent les différents futurs possibles (le scénario qui prévoit une réduction drastique de la demande énergétique et donc des émissions) exclut le recours à la BECCS. Le pire est donc à craindre ! D'autres techniques d'élimination du CO₂ sont explorées voire expérimentées. La capture du carbone dans l'air (DACCS) est loin d'être au point. Concernant le captage en sortie d'usine, au Canada le CO₂ émis par une centrale thermique est capté et injecté dans des puits de pétrole pour en extraire sous sa pression du pétrole jusqu'alors inaccessible⁵... Capturer le CO₂ pour extraire plus de pétrole : à l'arrivée, ce n'est donc pas moins mais plus de carbone !!! La fertilisation des océans par la dispersion de particules de fer en surface afin de favoriser la croissance du plancton et donc l'absorption du CO₂ a été testée par de nombreux gouvernements. Ces essais ont eu lieu à partir des années 1990 sur des surfaces allant jusqu'à des dizaines de milliers de km². Un moratoire sur cette technique à la fois inefficace et dangereuse a été adopté non

sans difficultés et blocages en 2008.

FAUSSES CROYANCES, VRAIS ENJEUX

Comme l'affirme le Manifeste contre la géoingénierie⁶ signé par de très nombreuses organisations nationales et internationales en octobre 2018 : « [La géoingénierie] perpétue les fausses croyances selon lesquelles le modèle industriel actuel de production et de consommation, injuste et dévastateur tant écologiquement que socialement, ne peut être transformé et que nous avons par conséquent besoin de solutions technologiques pour maîtriser ses effets. En réalité, les changements et transformations dont nous avons vraiment besoin pour affronter la crise climatique sont surtout d'ordre économique, politique et social. [...] Notre maison, nos terres et territoires ne sont pas un laboratoire de technologies de modification de l'environnement à échelle planétaire. » « Prendre les pires

et en ajoutant une pincée de renouvelables et de recyclage pour la déco... Elle est aussi le résultat de la croyance dans le fait que la Science peut tout, qu'on finira bien par trouver une solution technique. Et cette foi dans le progrès est partagée bien au-delà de ceux qui ont objectivement intérêt à entretenir cette illusion. Le mouvement ouvrier a longtemps cultivé cet espoir aveugle que le Progrès, compris comme progrès scientifique et technique, était inéluctablement porteur de progrès social, de bien-être voire d'émancipation. Aujourd'hui, face à l'obscurantisme des climato-négationnistes (entre autres) et la subordination de la recherche aux besoins du capital, des scientifiques s'engagent pour une « réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun » (Charte de l'association Sciences citoyennes⁷). Parce que les choix techniques ne sont



Glacier de Grinnell en 1938 (à gauche) et en 2005 (à droite) / Wikicommons

risques pour ne rien changer » pourrait être le slogan de la géoingénierie. Les technosciences les plus périlleuses et incertaines sont convoquées pour écarter la seule issue possible et durable : la sortie des énergies fossiles, la transformation radicale du système de production et de consommation, la suppression des productions et des transports inutiles... Cette voie est évidemment inacceptable pour les capitalistes et les gouvernants qui ont tout intérêt à (faire) croire qu'on peut continuer à brûler gaz, charbon et pétrole, en promouvant véhicules électriques et énergie nucléaire

pas neutres, mettre l'expertise au service du mouvement social et permettre l'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques constitue un enjeu essentiel pour construire un projet émancipateur. □

pas neutres, mettre l'expertise au service du mouvement social et permettre l'élaboration démocratique des choix scientifiques et techniques constitue un enjeu essentiel pour construire un projet émancipateur. □

1. Sylvestre Huet, « Comment cette structure a imposé son autorité scientifique », *Libération*, 2 novembre 2014.
2. « Le Giec a trente ans : son histoire, son rôle... et un climat toujours plus chaud », *Reporterre*, 2 mars 2018.
3. GT 3, 5e rapport d'évaluation.
4. Tableau « Characteristics of four illustrative model pathways », IPCC SR15.
5. Interview de Pat Mooney sur <https://sciencescitoyennes.org/>
6. http://www.geoengineeringmonitor.org/wp-content/uploads/2018/10/HOME_manifesto-FR.pdf
7. https://sciencescitoyennes.org/_association/

Pour une recherche scientifique au profit de l'agroécologie

PAR SUD-RECHERCHE EPST

Nous reproduisons un texte adressé par Sud-Recherche EPST à la direction de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) au début de l'année 2019.

Au mois d'octobre 2018, le dernier rapport du GIEC¹ a montré toutes les conséquences d'un réchauffement climatique de 2°C plutôt que de 1,5°C, chiffre inscrit dans l'accord de Paris. Il montre également que l'objectif 1,5°C est encore tenable si l'on prend des mesures d'ampleur et immédiates. Cela est d'autant plus important qu'un article² publié cet été a pointé ce que tout le monde redoute : la possibilité que, au-delà d'un certain seuil, le réchauffement ne devienne irréversible, en s'amplifiant à mesure qu'il se produit, un emballement souvent qualifié « d'effet domino ». L'agriculture joue un rôle important dans le changement climatique, puisque sa part dans les émissions de GES est estimée à 24% au niveau mondial³ (10,2 % à l'échelle de l'Union européenne et 17,2 % à l'échelle de la France).

RECU L GÉNÉRAL DE LA BIODIVERSITÉ

Au mois de mars 2018, le CNRS et le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) ont publié les résultats de deux études⁴ mesurant l'impact des activités agricoles sur la biodiversité. Ainsi, les chercheurEs du MNHN ont montré qu'un tiers des oiseaux ne vivant que dans les zones agricoles en France avait disparu en 15 ans, avec une tendance à l'accélération de ce phénomène. L'équipe du CNRS a confirmé ces résultats grâce à une étude menée depuis plus de 20 ans sur une « zone atelier⁵ » dans les Deux-Sèvres. Sur la période, toutes les espèces d'oiseaux ont vu leurs populations diminuer, y compris celles qui ne sont pas strictement inféodées aux zones agricoles, alors qu'ailleurs ces espèces généralistes ne déclinent pas. Cela est probablement lié à un effondrement des populations d'insectes dont elles se nourrissent.

Cette disparition des insectes a été montrée en Allemagne, où une étude⁶ publiée en 2017 a calculé que la biomasse d'insectes volants avait diminué de

plus de 75% entre 1989 et 2016, soit une baisse en moyenne de 5% par an. Ni les conditions météorologiques, ni l'utilisation des terres et leur couverture végétale ne permettent d'expliquer cette chute. Les pesticides sont la cause la plus vraisemblable de cette disparition. Dans une série de quatre rapports⁷ couvrant la quasi-totalité de la planète, l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques) montre que l'intensification des pratiques agricoles est l'une des pressions majeures qui explique le recul général de la biodiversité. Des constats similaires ont été faits pour la ressource en eau et les sols.

En bref, l'agriculture intensive menace ses propres conditions d'existence. Elle est obligée de s'adapter (difficilement) à des conditions de plus en plus défavorables dont elle est en grande partie elle-même responsable. Cette course en avant est intenable. L'agriculture intensive est simplement non durable et doit de toute urgence se transformer pour limiter drastiquement les pressions qu'elle exerce sur les ressources naturelles. Une nouvelle forme d'agriculture doit au contraire contribuer à préserver et même améliorer ces ressources. Cela ne sera possible qu'au prix d'une refonte radicale des systèmes de production agricoles, c'est à dire la mise en place d'une véritable agroécologie, d'une agriculture que l'on pourrait qualifier d'intensivement écologique et non d'unième version de l'agriculture raisonnée qui déguise l'existant en le verdissant. La FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) a clairement opté pour l'agroécologie lors du symposium organisé à ce sujet à Rome début avril 2018⁸.

LA GÉNÉRALISATION DE L'AGROÉCOLOGIE EST POSSIBLE

Comme pour répondre à tous ces défis, l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)

a présenté au mois de septembre 2018 ses propositions⁹ pour un scénario agroécologique à l'échelle de l'Europe, « TYFA » (« Ten Years for Agroecology »), intégrant les enjeux de qualité de l'alimentation en lien avec la santé, de protection de l'environnement, de reconquête de la biodiversité, de sobriété de la consommation énergétique, d'autonomie en termes de production. Les chercheurs ont posé un socle d'hypothèses de travail en forte rupture avec la situation actuelle : réduction de moitié de la consommation de viande et protéines animales et augmentation de celle de fruits et légumes, suppression des pesticides et des fertilisants azotés de synthèse, abandon des importations d'huile de palme et de protéines végétales destinées à l'alimentation animale (tourteaux de soja).

Dans le scénario exploré, qui s'appuie sur des références scientifiques consensuelles, l'ensemble de l'agriculture est convertie à l'agroécologie, bannissant pesticides et engrais de synthèse, pour des raisons de santé humaine et des enjeux de biodiversité. Malgré une baisse des rendements d'environ 30%, l'Europe conserve une capacité exportatrice en céréales et améliore même son autonomie alimentaire vis-à-vis du reste du monde.

Les chercheurs ont décrit la faisabilité agronomique du scénario avec une assez grande précision pour ce type de travail prospectif : il repose sur la présence de surfaces d'intérêt écologique réparties de façon régulière sur l'ensemble du territoire et composées de prairies permanentes à hauteur de 20% de la surface agricole et d'infrastructures écologiques (arbres, haies, mares, etc.) à hauteur de 10%.

Par ailleurs l'entrée de l'azote dans le système repose sur la fixation





symbiotique par les légumineuses (puisque les apports via le soja importé ou les fertilisants de synthèse sont abandonnés) : en plus des prairies à flore complexe, les surfaces en légumineuses annuelles (pois, féveroles, etc.) ou pérennes (luzerne) augmentent fortement dans le scénario.

Les productions animales (et finalement les régimes alimentaires) évoluent en cohérence avec ces choix d'assolement : l'élevage de ruminants, lié aux prairies permanentes et temporaires, se maintient voire se développe avec plus d'animaux produisant moins et plus longtemps, tandis que la production de porcs et de volailles régresse en lien avec la baisse des rendements des cultures : l'horizon indépassable du productivisme est dépassé. Le plus n'est plus le mieux. Le système alimentaire n'est cependant pas déficitaire, grâce à une augmentation de la part des protéines d'origine végétale, en production comme en alimentation.

Le scénario se traduit donc par une grande diversification des cultures et un recouplage polyculture-élevage, ce qui, sur le plan écologique, amène des bénéfices immédiats : réduction des émissions de gaz à effet de serre, des pollutions de l'eau et amélioration des indicateurs de biodiversité.

L'intérêt de cette réflexion prospective, portée par des hypothèses radicales audacieuses, est d'avoir ré-ouvert un espace pour questionner des idées « reçues » - ou jusqu'à présent acceptées comme telles - autour d'un nécessaire maintien (voire une augmentation) du niveau de production en Europe pour des raisons de sécurité alimentaire et pour lequel la seule voie compatible avec l'environnement serait celle d'une recherche d'efficacité dans l'usage des intrants.

Ce questionnement nous fait entrer pleinement dans l'agroécologie, avec des systèmes agricoles « *visant à maximiser l'usage des processus écologiques dans le fonctionnement des agroécosystèmes* », que les auteurs du rapport distinguent clairement voire opposent à la sustainable intensification qui repose « *sur des solutions techniques partielles, conduisant à poursuivre les dynamiques d'agrandissement, de concentration et de spécialisation des exploitations.* »

Les auteurs pointent donc en creux la

supériorité d'un modèle à base de petites et moyennes exploitations riches en travail pour mettre en œuvre cette transition agroécologique.

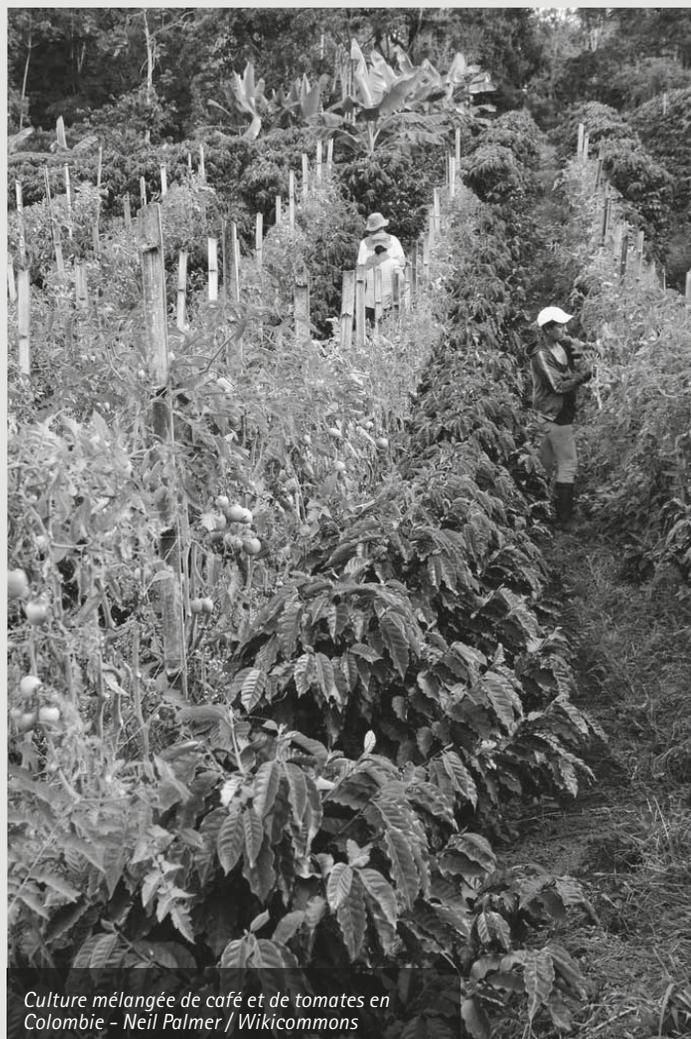
L'ACTION : DU GRAIN À MOUDRE POUR L'INRA

CNRS, MNHN, IDDRI : et l'INRA dans tout ça ? Animées par le CNRS, les

zones ateliers dont il a été fait état ci-dessus sont des dispositifs territoriaux d'étude interdisciplinaires, menés sur le temps long (plusieurs décennies) dans les conditions réelles de la pratique agricole (et suivant le cadre théorique des socio-écosystèmes et des biens communs). Même si des chercheurs de l'INRA y participent, ce n'est pas une initiative de l'INRA alors que les objectifs de ces zones ateliers sont en plein dans le champ des compétences de l'institut. Ce sont encore les collègues du CNRS, ceux de l'UMR Métis, qui ont fait les propositions les plus audacieuses de maîtrise des flux d'azote dans différents territoires français¹⁰. Ce sont des acteurs issus du monde associatif, ceux de Solagro, qui proposent des scénarios de changement d'usage des terres à l'échelle nationale les plus convaincants¹¹. [...]

Ne (re)tombons pas dans la facilité de solutions superficielles et peu durables, qui sont et seront de toute façon travaillées et portées par de nombreux partenaires de l'INRA. Ne nous cantonnons pas à des solutions technologiques (l'agriculture et l'élevage de précision...) qui enferment un peu plus l'agriculture et ses acteurs dans des schémas à fort investissement en capital, qui contribuent à distendre

encore plus le lien de l'agriculteur à ses cultures et/ou à ses animaux, et qui finalement, malgré les effets d'affichage, n'aboutissent pas à des résultats percutants ou convaincants. Profitons plutôt de ce contexte pour soutenir et développer plus de recherches systémiques sur des thématiques trop orphelines ou encore mal dotées :



Culture mélangée de café et de tomates en Colombie - Neil Palmer / Wikimedia

accompagnement des transitions alimentaires et agricoles, agroécologie et innovation ouverte, systèmes agricoles autonomes, reconnexion agriculture-élevage, agriculture biologique, développement d'emplois de qualité en milieu agricole, mise en évidence des améliorations de la santé humaine, des écosystèmes et de l'environnement permises par la diminution d'utilisation des intrants chimiques agricoles, sciences participatives...

Nous pourrions nous appuyer sur la richesse de notre implantation territoriale, cela pourrait notamment prendre la forme d'une transformation radicale de nos stations expérimentales, qui pourraient devenir des micro-territoires agro-écologiques où pourrait

s'expérimenter in situ une agroécologie en action, mobilisant les sciences participatives. Une première pierre est portée à cet édifice avec la demande de la direction générale de l'INRA d'anticiper d'un an (seulement, pourrait-on dire, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire) la sortie du glyphosate. Mais il ne faut pas s'arrêter là. D'abord parce que cette sortie du glyphosate incite à penser l'autre versant de la question que des recherches publiques doivent instruire : sortir du glyphosate sur les cultures, c'est aussi, en cohérence, arrêter de nourrir les animaux d'élevage avec du soja Roundup ready importé. Il y va de notre responsabilité environnementale et sociale vis-à-vis de la destruction, par exemple, des écosystèmes forestiers amazoniens accélérant le changement climatique et de la mise en danger de la santé des populations rurales sud-américaines exposées au glyphosate. Cette perspective fait son chemin : ainsi même l'administrateur de la FNSEA a évoqué l'idée de privilégier l'autonomie protéique lors du Conseil d'administration INRA de juin 2018. Le défi ouvert est alors d'en finir avec la dépendance des filières aux importations de protéines par des systèmes agricoles en polyculture-élevage et privilégiant la gestion circulaire et territorialisée des productions. Systèmes qui permettraient de réduire les flux planétaires de matières et ainsi l'impact environnemental. C'est ici et maintenant à la recherche publique de prendre l'initiative, et les stations expérimentales de l'INRA doivent continuer d'y prendre une place prépondérante et devront être soutenues pour cela.

Ensuite parce que le glyphosate est juste l'arbre qui cache la forêt : répondre au coup par coup à des injonctions sociétales revient à ne jamais penser « le coup d'après » et y être soumis sans anticipation (on retrouve ici un questionnement que notre syndicat martèle depuis longtemps au sujet de l'orientation des recherches et de la capacité de la direction générale de l'INRA à anticiper, ou pas, les ruptures¹²). Après de très nombreux pesticides interdits, dont récemment les néonicotinoïdes, bientôt ceux reconnus perturbateurs endocriniens par la (peu contraignante) réglementation européenne, et peut-être bientôt le glyphosate... Les fongicides SDHI ? Puis les produits présumés

perturbateurs endocriniens ? Puis les « nouveaux néonicotinoïdes » ? Puis... Essayons, à l'INRA, de penser l'après de façon globale et systémique. Essayons de ne pas continuer d'inscrire notre histoire dans celle des 10 années de plan Ecophyto, durant lesquelles, au lieu de réduire, comme attendu, de 50% l'usage des pesticides en 10 ans, nous avons vécu une augmentation de 15% de l'utilisation de ces produits¹³ ! Après une annonce en fanfare, le nouveau plan de recherche sur les pesticides de l'automne 2018 ne suscite guère l'enthousiasme, peut-être parce qu'il ne prend toujours pas le chemin d'une véritable remise en cause.

S'ENGAGER DANS UNE VRAIE REFONTE DU MODÈLE AGRICOLE

Comme l'a bien pointé le projet TYFA de l'IDDRI, il y a une claire différence entre une agroécologie véritable et un modèle de type « agriculture raisonnée ». Ce dernier, selon le contexte et la mode du moment, prend des noms sans cesse renouvelés, avec un degré de créativité qui force le respect : agriculture écologiquement intensive, « climate smart agriculture », agriculture de précision, agriculture numérique, etc. Ils ont tous en commun de viser une amélioration à la marge des systèmes existants, soit selon des logiques d'amélioration de l'efficacité des processus productifs, soit, dans le meilleur des cas, par substitution ponctuelle d'une technique par une autre, plus respectueuse de l'environnement. Dans tous les cas, il laisse l'agriculture largement dépendante des solutions chimiques, voire aujourd'hui de solutions « high tech » qui déplacent la dépendance au chimique vers d'autres formes de dépendance tout aussi peu enviables. Le rapport Agriculture-Innovation 2025¹⁴ est hélas fortement empreint de ces logiques. L'agroécologie suppose au contraire une remise en cause complète du système agricole et sa reconception de façon à pouvoir sortir d'un modèle organisé autour de l'utilisation d'intrants chimiques et de variétés végétales ou races animales adaptées à ce paquet technique. Une nouvelle forme d'agriculture suppose aussi de remettre l'humain au cœur du système, en tant que décideur et pilote. De façon générale, c'est toute l'action de l'INRA qui doit s'affranchir de la recherche de solutions à court-terme et de la réponse immédiate à des

injonctions politiques d'opportunisme. C'est à l'INRA de « penser l'impossible », pour se donner les moyens de dépasser les situations de verrouillage socio-technique¹⁵ et mettre en place des recherches pour répondre aux urgents défis de l'agriculture et de l'alimentation de façon durable. Les dix prochaines années seront déterminantes pour engager l'agriculture dans une véritable transition agroécologique. Continuer de travailler à une adaptation à la marge du modèle de développement agricole actuel, porté par la recherche d'une compétitivité économique qui nie les dommages environnementaux, sanitaires et sociaux qu'elle occasionne, c'est perdre à nouveau de précieuses années. C'est reléguer les travaux de recherche sur ces questions au rang de « niches » dans un espace de Recherche et Développement (et de Formation !) qui reste largement dominé par la quête d'efficacité et de substitution. C'est enfin refuser de voir en l'agroécologie des trajectoires d'innovations à explorer et à soutenir, porteuses d'un renouvellement des questions scientifiques sur des fronts de recherche. □

1. http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf voir également cet article : <https://reporterre.net/Giec-et-climat-la-situation-est-tres-difficile-mais-pas-desesperee>

2. <http://www.pnas.org/content/115/33/8252> voir également cet article : <https://reporterre.net/Le-scenario-qui-effraie-les-climatologues>

3. En tenant compte des changements d'affectation des sols, dont la déforestation

4. <http://www.mnhn.fr/fr/recherche-expertise/actualites/printemps-2018-s-annonce-silencieux-campagnes-francaises>

5. http://www.cnrs.fr/inee/outils/za_5.htm

6. Hallman et al, More than 75 percent decline over 27 years in total flying insect biomass in protected areas, 2017, PLOS, <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0185809>

7. <https://www.ipbes.net/news/media-release-biodiversity-nature%E2%80%99s-contributions-continue-%C2%A0dangerous-decline-scientists-warn>

8. <https://www.novethic.fr/actualite/environnement/agriculture/isr-rse/agriculture-l-onu-se-convertit-a-l-agroecologie-145653.html>

9. <https://www.iddri.org/fr/publications-et-evenements/conference/vers-une-europe-sans-pesticides>

10. Billen Gilles et al. (2017). *Et si la France passait au régime "bio, local et demitarian" ? Un scénario radical de sobriété alimentaire et d'autonomie protéique et azotée pour l'agriculture et l'élevage*. Déméter 2017

11. <http://afterres2050.solagro.org/a-propos/le-projet-afterres-2050/>

12. <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2695>

13. « Ecophyto : note de suivi 2017 – juin 2018 » : augmentation de 12,4% du NODU agricole et de 15% des quantités de substances actives (QSA) entre les périodes 2009-2010- 2011 et 2014-2015-2016.

14. <http://agriculture.gouv.fr/agriculture-innovation-2025-des-orientations-pour-une-agriculture-innovante-et-durable> et la critique SUD recherche <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2303>

15. Jean-Marc Meynard et al. Socio-technical lock-in hinders crop diversification in France, ASD 2018 <https://link.springer.com/article/10.1007/s13593-018-0535-1>

Lecture : *En attendant les robots*, enquête sur le travail du clic

PAR RÉGINE VINON

Antonio A. Casilli*
ed. Seuil 24 euros

« *Les machines vont remplacer les hommes* », cette prophétie date des débuts du machinisme et nourrit depuis fort longtemps films et romans d'anticipation, craintes et espoirs. Elle continue de plus belle dans la période actuelle d'offensive du capitalisme contre le travail. L'avantage ? Elle fait planer sur le travail humain une menace permanente. Une course serait ainsi engagée entre travailleurs et machines, permettant de peser sur les salaires, l'emploi, et les conditions de travail. Pour empêcher que l'on soit remplacé par une machine, il faudrait donc travailler sans relâche, plus vite, plus longtemps, et se taire. Des méthodes de management largement utilisées de nos jours, notamment dans les entrepôts Amazon, mais également dans bien d'autres entreprises de la grande distribution, ainsi que de nombreux reportages l'ont révélé.

MACHINES CONTRE HUMAINS, LE MATCH ?

Le livre d'Antonio A. Casilli arrive à point nommé dans le débat sur le travail, l'intelligence artificielle, les machines « intelligentes », débat qui traverse la société depuis quelque temps, avec la notion de fin du travail, ou lorsqu'on parlait de revenu universel pendant des élections présidentielles. Qu'en est-il ? La version optimiste serait que l'humanité pourrait enfin se débarrasser du travail humain. Ce vieux rêve serait-il en train de se réaliser ? Le grand remplacement des hommes par les machines est-il pour demain, si l'on en croit certaines pythies modernes ? Sommes-nous à la veille d'une possibilité de société débarrassée de l'esclavage salarié ? Où le travail changerait de nature, et se confondrait avec des loisirs créateurs ? Serait-ce « *un nouvel Eden qui nous attendrait grâce à la diffusion accélérée des progrès de l'intelligence artificielle* », selon

les mots de Dominique Meda, dans la posface de l'ouvrage d'Antonio A. Casilli ? Côté pessimiste, l'étude, reprise avec enthousiasme par les médias dominants, sur la disparition de près de la moitié des emplois en dix ans aux Etats-Unis, est-elle sérieuse ? Faudrait-il s'en inquiéter, lorsqu'on voit de plus en plus de caisses automatiques, par exemple, et la destruction d'emplois qui va avec ? Pour ceux qui croieraient en fable optimiste, l'ouvrage « *En attendant les robots* », remet, les choses en place, et les hommes à la leur, celle d'un monde du travail toujours plus précarisé, exigé par les « nouvelles technologies ». Le titre de l'ouvrage définit d'emblée son sujet. « *En attendant les robots constitue une évocation beckettienne : on attend les robots comme on attend Godot ; ils ne vont jamais se concrétiser* », affirme l'auteur dans une conférence tenue en janvier au musée des Arts et Métiers¹.

Le début de l'ouvrage plante le décor : il présente une start-up « innovante », spécialisée en intelligence artificielle qui, grâce à son algorithme, vend une solution automatisée de pointe qui propose des produits de luxe à des clients aisés. Ils peuvent ainsi recevoir des offres 100% personnalisables des marques françaises, dans des conditions privilégiées. Alléchant, non ? L'intelligence artificielle est censée collecter les traces numériques de ces personnalités sur les médias sociaux. Or, Cassili dévoile la supercherie : point d'intelligence artificielle à l'horizon, mais du travail exécuté par des travailleurs « indépendants » à l'étranger, à Madagascar précisément. Ces travailleurs effectuent les recherches sur les médias sociaux, à raison de quelques centimes par clic, sans contrat et stabilité d'emploi. Bienvenue au pays du « digital labor », où, comme le dit ironiquement l'auteur « *des humains*

volent le job des robots ».

Il précise, dans sa conférence tenue au CNAM, qu'il a écrit ce livre pour insister sur un aspect peu connu qui est le fait d'invisibiliser ce que sont les intelligences artificielles actuelles. Bien entendu, lorsque les entreprises communiquent avec leurs investisseurs ou les pouvoirs publics, elles disent qu'elles possèdent des solutions super-performantes et intelligentes. Elles ne disent pas qu'elles fonctionnent à l'aide d'assistants humains. Lesquels sont sous-payés, et différemment selon l'endroit d'où ils travaillent. En France, ils recevront 8 ou 10 centimes, mais à Madagascar, 0,006 centimes d'euro pour réaliser la même tâche. En fait, insiste Cassili, l'assistance humaine n'est pas marginale, elle ne répare pas les bugs, ce n'est pas une exception, c'est systémique. Il s'agit du fil rouge de son ouvrage : la mystification de l'intelligence artificielle par des entreprises capitalistes, cachant une précarisation de l'emploi pour des millions de personnes, et des profits fabuleux pour les propriétaires.

MAIS LES ROBOTS EXISTENT DÉJÀ !

Cassili répond à tous ceux, et ils sont nombreux, qui croient fermement, grâce à la victoire du supercalculateur IBM contre le champion Kasparov aux échecs ou encore le réseau neuronal de Google pour diagnostiquer un cancer avec le même niveau d'exactitude que les médecins, qu'ils se trompent. Et que même, malgré ce que nous dit le sens commun : oui, l'intelligence artificielle, les véhicules autonomes, ce n'est peut-être pas pour tout de suite, mais c'est inéluctable dans un futur proche. Or, affirme Cassili, il y a un problème de fond : les machines ont besoin des humains, non seulement des ingénieurs pour leur conception, mais pour les nourrir. L'intelligence artificielle, dit-il, tout en ne

nécessitant aucun discernement, effectue des tâches qui produisent un semblant d'intelligence. Les humains sont contraints à réaliser des tâches atomisées qui permettent aux machines de donner l'impression de penser.

Car, dit Cassili, on confond intelligence artificielle et l'apprentissage machine (machine learning). Les pionniers des machines intelligentes voulaient les doter des traits de caractère humains : la capacité de raisonner, résoudre des problèmes, apprendre, créer, jouer. Or, il explique comment, derrière le marketing accrocheur, cette intelligence artificielle est superficielle et provoque la déception des professionnels qui l'adoptent, lorsqu'ils découvrent le peu de substance que ces machines contiennent. Pour apprendre, les machines doivent recevoir assez de données pour arriver à détecter des régularités dans les informations, des tendances, enseignements qu'elles sont censées savoir reproduire en temps voulu. Or, c'est là que le bât blesse : par-delà leur capacité à synthétiser ce que d'autres savent déjà, les intelligences artificielles actuelles ne sont pas capables de développer des notions, des langages complètement nouveaux.

DERRIÈRE UNE FAÇADE MODERNE, DES TRAVAILLEUR·ES SUREXPLOITÉS

Antonio A. Casilli nous fait découvrir les coulisses de cette économie prétendument immatérielle. Derrière la façade, se trouvent des millions de travailleurs du clic, souvent dans des pays lointains, indispensables au fonctionnement de l'économie numérique. L'automation actuellement en cours, loin de faire disparaître le travail, en change profondément les conditions et le rend bien plus invisible. Ce travail est souvent mal, voire non rémunéré, et très loin des conditions, pourtant bien criticables, du salariat. Car le but des nouveaux capitalistes est bien d'abolir le salariat, mais pas de la manière dont les marxistes en parlaient au début du 20^{ème} siècle. Le salariat les gêne en ce qu'il procure, au terme de décennies de luttes ouvrières, quelques avantages aux salariés, comme des congés payés, des protections sociales telles que chômage et retraite. Maigres avantages remis de plus en plus en cause dans la société actuelle par le statut

d'auto-entrepreneur, où tous les gains sont pour l'employeur, souvent des plateformes, mais aussi des grandes entreprises classiques, et tous les risques pour le travailleur. Le conflit actuel des livreurs de la plateforme Deliveroo en est un exemple éloquent. Cassili affirme qu'il n'y aura pas de remplacement des humains par des robots, mais il voit un retour à des conditions de travail que l'on croyait révolues, ce qu'il appelle la tâcheronnisation, la rémunération à la pièce.



L'explosion des plateformes va dans ce sens : ces employeurs, qui ne détiennent aucun moyen de production, contribuent à la désintégration des métiers, qu'ils remplacent par des séries de tâches simples et externalisées. « *Tâcheronnisation et datafication occupent, dans le contexte de l'IA, la même place que le séquençage et le chronométrage des tâches pour le taylorisme, affirme l'auteur : non pas des innovations techniques majeures, mais une sophistication de la division capitaliste du travail.* »

LA RÉALITÉ DE L'EXPLOITATION

Economie collaborative, cette jolie expression cache -mal- la réalité de l'exploitation. Il y a en effet très peu de collaboratif dans cette économie, à part le fait que de nombreuses personnes travaillent pour produire de la donnée. Cassili raconte qu'un chauffeur Uber passe tout au plus 40% de son temps à conduire et le reste, soit 60% est utilisé sur son application. C'est elle le nerf de la guerre. Les chauffeurs effectuent un travail numérique,

produisent des tonnes de données, qui vont servir à nourrir les robots, c'est-à-dire dans le cas d'Uber les véhicules autonomes. Là aussi, Cassili remet de l'ordre dans le vocabulaire employé : « *C'est une façon de parler qu'ils soient autonomes ! Soyons clairs, l'idée de la voiture qui se conduit toute seule, qui n'a pas de chauffeur, est un rêve qu'on entretient depuis une quarantaine d'années et qu'on n'arrive jamais à concrétiser. La preuve la plus évidente on l'a eu au mois de mars 2018 quand on a eu le premier accident mortel qui a impliqué un véhicule de Uber, donc le premier en absolu de véhicule autonome qui a renversé un être humain, en Arizona, mars 2018, et on s'est rendu compte qu'à l'intérieur de ce soi-disant véhicule sans conducteur de Uber, il y avait bien un conducteur !* »

La rhétorique de la voiture autonome passe sous silence une réalité différente, que le PDG d'Uber a bien été forcé d'admettre : « *personne n'a mis en place un logiciel capable de conduire une voiture en toute sécurité sans un humain* ».

FERMES À CLICS ET LOGIQUES D'EXPLOITATION COLONIALE

Le précaire nigérian qui conduit à longueur de journée dans les rues de Nairobi un véhicule équipé pour capter des données utilisées pour améliorer Google Maps, ou les personnes qui, contre une maigre rémunération et sans protection sociale assurent depuis Hyderabad en Inde les transcriptions audio nécessaires au fonctionnement des assistants virtuels semblent confirmer que les plateformes consolident des relations coloniales déjà établies. Les microtravailleurs rivés à leurs écrans qui, à domicile ou depuis des « fermes à clic », propulsent la viralité des marques, filtrent les images pornographiques et violentes ou saisissent à la chaîne des fragments de textes pour faire fonctionner des logiciels de traduction automatique, se trouvent la plupart du temps dans les pays sous-développés.

En dissipant l'illusion de l'automation intelligente, Antonio Casilli fait apparaître la réalité du *digital labor* : l'exploitation des petites mains de l'intelligence « artificielle », ces myriades de

tâcherons du clic soumis au management algorithmique de plateformes en passe de reconfigurer et de précariser le travail humain.

De l'autre côté du globe, dans nos sociétés occidentales, c'est l'activité des usagers des réseaux sociaux, considérée comme du loisir, qui est considérée par Cassili comme du travail, car elle produit de la valeur. Toutes les traces que nous laissons sur internet, les réseaux sociaux, nos données, sont exploitées gratuitement par les géants du web.

NOUS TRAVAILLONS TOUS POUR GOOGLE ET COMPAGNIE

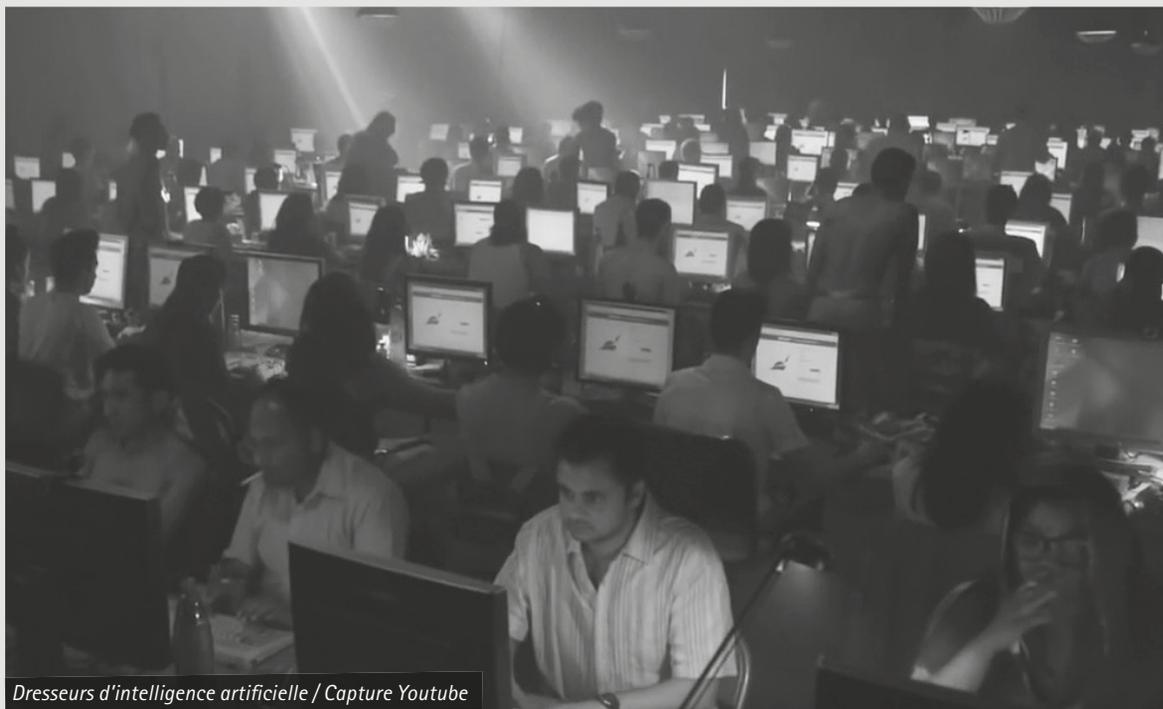
Cassili révèle que sans le savoir, nous fournissons de l'aliment aux machines. L'exemple de reCAPTCHA est parlant. Nous l'avons tous utilisé pour récupérer un mot de passe, par

de voitures, de feux rouges, etc. Pourquoi ? Parce que Google avait écrit dans un article à propos de reCAPTCHA : « on met nos usagers au travail, c'est un travail qu'on ne paie pas ». Du coup, des utilisateurs de ce service ont monté une action en justice pour faire reconnaître leur travail. Ils ont perdu, mais Google a changé sa façon de faire avec reCAPTCHA. Facebook n'est pas non plus le dernier à se servir de notre travail gratuit. Nous produisons ainsi, en cliquant sur « j'aime », ou lorsque nous envoyons un émoji, nous créons de la donnée, utilisée à des fins de ciblage publicitaire. « À la limite j'aurais envie de dire, un peu comme quand Marx disait que la religion c'est l'opium des masses parce que la religion empêche de passer à l'acte, de prendre conscience de ses convictions, d'agir dans le présent ; la même chose se

harmonieuse. Le salariat serait synonyme de hiérarchie pesante, de verticalité, de lourdeur. La généralisation du free lancing marquerait l'avènement de l'ère de l'autonomie individuelle.

Cassili reprend à son compte ce qu'écrivait Ernest Mandel : « sous le capitalisme, l'automation complète et l'introduction de robots sur une grande échelle sont impossibles, car elles impliqueraient la disparition de l'économie de marché, de l'argent, du capital et des profits. La variante la plus probable sous le capitaliste, c'est le développement d'une automation partielle et d'une robotisation marginale, les deux étant accompagnés par une surcapacité de surproduction sur grande échelle, un chômage sur grande échelle, une pression sur grande échelle pour extraire de plus en plus de

plus-value d'un nombre de jours de travail et d'ouvriers productifs rendant à stagner et à décliner lentement²... » Un ouvrage remarquable et documenté, qui pêche cependant dans ses solutions, dans le dernier chapitre, que faire ? Certes, il souhaite faire reconnaître le « digital labor », en tant que producteur de valeur, et préconise les actions collectives pour faire re-



Dresseurs d'intelligence artificielle / Capture Youtube

exemple. Il s'agit de montrer que nous ne sommes pas un robot. Jusqu'il y a peu, on devait retranscrire des mots un peu difficiles à lire. Pourquoi ? Parce que les systèmes de reconnaissance virtuelle de Google avaient déjà cherché à lire ces mots et ils avaient échoué. Seuls les êtres humains sont capables de leur donner du sens. Donc, chaque fois que nous voulons récupérer un mot de passe, nous sommes en train de produire de la connaissance et de la valeur pour Google. Cassili poursuit en indiquant qu'il y a eu un changement dans reCAPTCHA en 2016. Lorsque Google a arrêté de proposer des mots, mais plutôt des photos

passé avec l'intelligence artificielle : l'intelligence artificielle est l'opium des masses qui est en train d'empêcher les travailleurs, par exemple, de prendre conscience de leur condition, du travail qu'on réalise », résume Cassili.

RINGARDISER LE SALARIAT

La rhétorique de l'émancipation, de l'économie collaborative, masque la volonté de miner le droit du travail. Les règles du salariat seraient autant d'entraves aux libertés. Le salariat, au terme de décennies de sapes idéologique, serait devenu un régime désuet, un vestige du vieux monde qui ferait obstacle à la flexibilité

connaître les droits de ces nouveaux tâcherons. Et plaide pour un cadre de protection pour ces travailleurs, contre l'appropriation marchande de leur travail des plateformes. Toutes choses parfaitement importantes, mais qui, sans une lutte déterminée des travailleurs de façon internationale contre ce nouveau capitalisme prédateur des plateformes, ne pourront être obtenues, ou si elles le sont, de façon très provisoire. □

*Enseignant chercheur à Télécom ParisTech, chercheur associé à l'EHESS, sociologue.

1. <https://www.arts-et-metiers.net/musee/paroles-dauteurs-antonio-casilli>

2. Ernest Mandel, « Marx, la crise actuelle et l'avenir du travail humain », mai 1986

Karol Modzelewski (1937-2019), un intellectuel militant pour l'égalité et la liberté

PAR JAN MALEWSKI*

Karol Modzelewski est décédé le 28 avril dernier. Il est le co-auteur avec Jacek Kuron de la « Lettre ouverte au Parti » – une analyse critique du « socialisme réel » et un programme socialiste autogestionnaire de révolution antibureaucratique.

Contre la normalisation de la révolution polonaise des conseils ouvriers de 1956 – dont Modzelewski a été à dix-neuf ans un militant actif, mandaté pour coordonner les étudiantEs révolutionnaires avec les ouvriers de l'usine automobile de Varsovie – Modzelewski et Kuron ont essayé d'organiser une opposition marxiste antistalinienne. Ils rédigent fin 1964 une *Lettre ouverte au Parti*. Traduit et publié en France par la IVe Internationale¹, ce texte fit le tour du monde et orienta la réflexion de la « nouvelle gauche » qui émergeait.

RÉFÉRENCE NATIONALE... ET INTERNATIONALE
Arrêtés et condamnés en 1965, Modzelewski et Kuron

sont devenus un symbole de la lutte pour le socialisme démocratique. Libérés fin 1967, ils deviennent une référence des étudiantEs polonais mobilisés contre la liquidation de l'autonomie des universités et le resserrement de la censure. La manifestation à Varsovie du 30 janvier 1968 contre l'interdiction d'une pièce de théâtre anti-tsariste du grand poète polonais Adam Mickiewicz, les Aïeux, puis les

grèves étudiantes dans toute la Pologne en mars, les voient condamnés à nouveau. Leur emprisonnement souleva un mouvement international de solidarité. En France, la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) en fut à l'initiative, affirmant : « *Le combat des*



20 juin 2011 - Par Mariusz Kubik – Wikicommons

étudiants polonais s'inscrit dans la vaste offensive que mènent partout en Europe les étudiants révolutionnaires contre l'oppression et la réaction. La JCR fait appel à tous ceux qui luttent pour instaurer une société socialiste fondée sur la démocratie ouvrière pour qu'ils viennent en aide aux étudiants polonais », et annonçant la diffusion à plusieurs milliers d'exemplaires de la « lettre ouverte envoyée au PC polonais par les ca-

marades Modzelewski et Kuron aujourd'hui de nouveau emprisonnés² ».

« LE DÉVELOPPEMENT PASSE NÉCESSAIREMENT PAR LA RÉVOLUTION »

S'élevant contre la qualification de « socialiste » des régimes bureaucratiques, les auteurs écrivaient que « *la bureaucratie détient l'ensemble du pouvoir politique et économique, privant la classe ouvrière non seulement du pouvoir et de contrôle, mais aussi de moyens d'auto-défense* » et « *dispose des moyens de production* », la qualifiant de « *classe dominante*³ ». « *Dans le système actuel,*

écrivaient-ils, *l'ouvrier n'obtient sous la forme de salaire et de services que le minimum vital. Le surproduit lui est pris de force [...] et est utilisé à des objectifs qui lui sont étrangers et même opposés. Cela signifie qu'il est exploité*⁴ ». Indiquant la « *contradiction entre le potentiel*

économique développé et le bas niveau de la consommation sociale », ils annonçaient la crise économique du système et concluaient : « le développement passe nécessairement par la révolution⁵ ».

Ils proposaient une société nouvelle : « la démocratie ouvrière », « un système où la classe ouvrière organisée sera maîtresse de son travail et de son produit ; où elle déterminera la mesure et l'orientation des investissements ; où elle décidera de la répartition du produit national. [...] À cette fin, elle doit s'organiser dans les entreprises en formant des Conseils Ouvriers [...], elle doit faire du directeur un fonctionnaire subordonné au Conseil, contrôlé, engagé et licencié par lui. » « Les décisions principales concernant la répartition et l'utilisation du revenu national » nécessitent un « Conseil Central de Délégués. Par ce système de Conseils, la classe ouvrière décidera du plan de l'économie nationale, autrement dit, elle fixera les buts de la production sociale⁶ ». Et ils considéraient que « la classe ouvrière doit s'organiser sur la base de la pluralité des partis », qu'il fallait « la suppression de la censure préventive », « des syndicats absolument indépendants de l'État et ayant le droit d'organiser des grèves économiques et politiques », « quelques heures par semaine prises sur la durée du travail légal et payées soient consacrées à l'instruction générale ouvrière », que « la police et l'armée régulière (permanente) ne peuvent être maintenues », que « l'autonomie politique de

la paysannerie [...] est aussi une exigence de la démocratie ouvrière⁷. » Ils expliquaient que « le mouvement révolutionnaire ne pourra que se répandre à l'échelle du bloc tout entier, et la possibilité d'intervention armée de la bureaucratie soviétique s'exprimera par le degré de gravité des conflits de classe en URSS⁸ ».

« JE N'AVAIS PLUS MON UTOPIE »

L'intervention en Tchécoslovaquie a modifié ces conceptions stratégiques. En 2013, Modzelewski précisait : « On peut dire qu'en 1968 j'ai été refroidi [...] à cause de l'intervention en Tchécoslovaquie. [...] Dès ma libération en 1971 je n'étais plus un révolutionnaire. Je n'avais plus mon utopie, de vision d'une Pologne idéale. Seul me restait mon système de valeurs⁹ ».

Ce système de valeurs, contrairement à une majorité d'opposants intellectuels au stalinisme, il a continué à le défendre jusqu'à sa mort.

Il considérait que « la grande Solidarité », dont « l'essence était que des millions de gens ont balancé la carapace du conformisme et d'un seul coup décidé de s'approprier leur sort [...] » a été « détruite au cours des premiers jours de l'état de guerre », en décembre 1981, et que « seul le mythe a survécu¹⁰ ». Il fut à nouveau emprisonné de fin 1981 à 1984.

En 1980-1981, « il n'y a eu aucune demande de reprivatisation des biens confisqués en 1945-56. Aucun slogan de privatisation de l'économie. [...] Cela n'entraîne pas dans l'horizon axiologique du mouvement, qui était égalitaire¹¹ ».

En 1989, il fut le seul dirigeant historique de Solidarité à s'opposer au plan de Balcerowicz de privatisation de la propriété étatique et de destruction des conseils ouvriers, qui avaient survécu au coup d'État militaire de 1981.

Bien que retiré du militantisme après 1991, se consacrant à l'histoire médiévale¹², Karol Modzelewski a continué à défendre ses idéaux. En 2013, il tirait ainsi la sonnette d'alarme : « De la triade liberté, égalité, fraternité nous avons subi une sérieuse défaite des deux dernières. Il ne reste que la liberté. Mais sans égalité et la fraternité elle est aussi en danger et pourrait être limitée à la seule liberté de circulation du capital financier¹³ ». □

*Jan Malewski est rédacteur de la revue *Inprecor*, membre de la direction de la IV^e Internationale.

1. Karol Modzelewski Et Jacek Kuron (1965), *Lettre ouverte au parti ouvrier polonais*, Quatrième Internationale supplément au n° 32, 1966 (seconde édition en mars 1968, réédité en 1969 par F. Maspéro, Cahiers « rouge », documents de formation communiste n° 4).

2. *Le Monde* daté du 15 mars 1968 (cité par : <http://alencontre.org/societe/histoire/mai-1968-en-mars-avarsovie-derriere-le-rideau-de-fer-dossier.html>)

3. Ils reprenaient le mode d'analyse de 1957 du sociologue polonais Stanislaw Ossowski, *La structure de classes dans la conscience sociale* (traduit du polonais par Anna Posner), Anthropos 1971.

4. Karol Modzelewski Et Jacek Kuron (1965), *Lettre ouverte...*, F. Maspéro 1969, p. 15.

5. *Ibid.* p. 60.

6. *Ibid.* pp. 67-69.

7. *Ibid.* pp. 69-74.

8. *Ibid.* p. 62.

9. Entretien avec Grzegorz Sroczynski, *Gazeta Wyborcza-Magazyn Swiateczny*, 13 septembre 2013.

10. Entretien avec Jacek Zakowski, *Polityka*, 23 février 2016.

11. Entretien avec Grzegorz Sroczynski, *ibid.*

12. Il a alors écrit une remarquable analyse du collectivisme archaïque européen, dont on ne peut que recommander la lecture : Karol Modzelewski (2004), *L'Europe des Barbares. Germains et slaves face aux héritiers de Rome*. Trad. du polonais par Agata Kozak et Isabelle Macor-Filarska, Aubier, 2006.

13. Entretien avec Grzegorz Sroczynski, *op. cit.*

Karol Modzelewski à propos de l'année 1968 en Pologne

Pour nous le plus important était ce qui se passait de l'autre côté de la frontière méridionale, en Tchécoslovaquie. On peut dire que tout a commencé là-bas par une grande manifestation étudiante en automne 1967. Puis il y a eu le changement de la direction du Parti communiste et l'ouverture d'un processus de démocratisation, qui pouvait nourrir nos espoirs. D'ailleurs au cours des événements de mars 1968 – pas de mon fait ni du fait de Jacek Kuron ou de ceux qui étaient appelés les « commandos » – il y a eu des pancartes et des slogans : « Toute la Pologne attend son Dubcek ! ». La société tchécoslovaque était dans une situation qui était comparable à la nôtre et nous ressentions son « effet exemplaire ». Si c'était possible en Tchécoslovaquie, alors ça pouvait l'être aussi en Pologne.

Je n'ai été informé que plus tard du Mai parisien et des événements en Europe, à Berkeley et plus généralement aux États-Unis et dans le monde entier. La question qui reste pour moi non résolue, jusqu'à aujourd'hui, c'est qu'est-ce que tout cela avait de commun ? C'est-à-dire à quel point un certain climat intellectuel, idéologique de la fin des années 1960 en Europe avait une influence et se conditionnait mutuellement avec les événements de Tchécoslovaquie et de Pologne. Dans le passé j'avais tendance à souligner les différences. Aujourd'hui je crois qu'il s'est passé quelque chose d'essentiel dans la culture européenne, qui mérite d'être analysé de près par les historiens et les sociologues. Il faudrait tenter de comprendre les fondements qui font que dans des contextes systémiques si différents, des révoltes semblables de la jeunesse explosent simultanément. Il ne peut s'agir d'un simple concours de circonstances. Car les slogans c'est une chose et les fondements culturels qu'on peut trouver sous ces slogans, une autre. Ces fondements pouvaient être beaucoup plus cohérents que nous ne le pensions alors, à première vue.

Entretien avec Przemyslaw Wielgosz, traduit du polonais par Jan Malewski. Paru en mai 2008 dans le numéro 22 de *Contretemps* (1^{ère} série). En ligne sur : <https://www.contretemps.eu/pologne-1968-karol-modzelewski/>.

La révolution féministe : la nouvelle vague et l'élaboration d'une stratégie féministe

PAR MIMOSA EFFE

Ce 21 août est sorti *La révolution féministe* d'Aurore Koechlin. Il se propose d'étudier la possibilité d'une quatrième vague du féminisme et de la mettre en regard avec l'histoire du féminisme pour comprendre ce qui se joue en ce moment sur la scène internationale et nos perspectives en France.

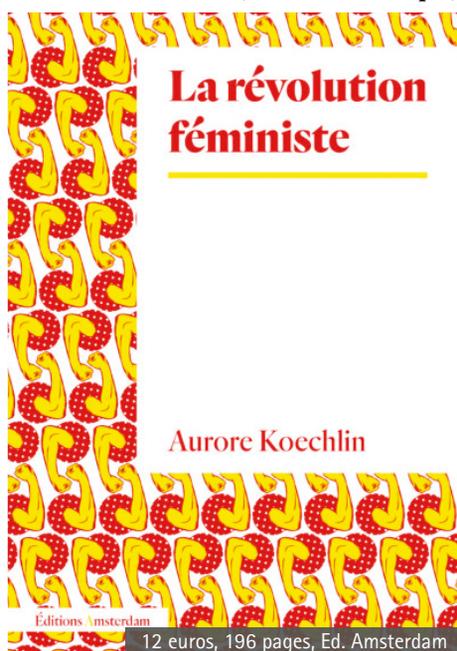
UNE HISTOIRE DU FÉMINISME EN FRANCE

Nous avons pour principe de ne pas tracer de perspectives sans bilan. La première partie du livre intitulée : « les féminismes historiques » revient donc largement sur l'histoire française, pour permettre de comprendre les évolutions, les courants féministes et les enjeux d'aujourd'hui. Mais ici, il ne s'agit ni de faire une simple chronologie de la seconde vague du féminisme (des années 70), mais bien de comprendre comment le féminisme « traditionnel » a évolué en lien ou parfois contre le mouvement ouvrier, dans une période et un contexte précis. Plutôt que de simplement regarder ce qu'ont défendu les féministes à ce moment de l'histoire, il s'agit ici plutôt de le comprendre le féminisme en lien avec les modifications du capitalisme, des structures du mouvement ouvrier et des flux et des reflux de la conscience de classe. Cette perspective est disons-le salubre, car pour construire un mouvement de masse en capacité de changer la société, il est nécessaire d'accumuler les expériences du mouvement féministe et du mouvement ouvrier et de tirer les bilans des erreurs. C'est aussi dans cette partie que l'on peut se rappeler qu'une tradition marxiste et féministe a été dès le départ au cœur de la seconde vague : le féminisme lutte de classe. L'un des apports dans l'histoire du féminisme se situe aussi dans l'histoire de ladite « troisième vague » du féminisme, d'une part souvent mise en avant par les courants intersectionnels aujourd'hui comme l'aboutissement théorique du féminisme, et d'autre part balayée par le mouvement ouvrier comme étant seulement un mouvement théorique universitaire. Cette partie nous montre que la vérité se situe quelque part entre les deux : les mouvements des années

quatre-vingt-dix pour l'égalité des droits des personnes LGBT ne se trouvent pas étrangers à la lutte féministe, et surtout les théories sont rarement déconnectées d'une situation politique. L'hypothèse émise par l'auteurice sur la remontée des luttes de 95 et de la manifestation des femmes du 25 novembre semble en ce sens particulièrement pertinente.

UNE THÉORIE DE LA REPRODUCTION SOCIALE

Ce livre se situe dans la continuité des productions théoriques issues de la fin des années soixante-dix dans le monde anglo-saxon permettant de relire le marxisme en mettant au cœur la question de la reproduction sociale (reproduction de la force de travail : travail du soin, travail domestique,



éducation des enfants...). En plus de nous donner des éléments sur les productions non traduites en anglais comme le livre essentiel de Lise Vogel *Oppression of women : toward a Unitary Theory* qui permet de relire le *Capital* au travers une nécessaire vision féministe, il s'agit de comprendre comment cette théorie se traduit concrètement dans les enjeux actuels de la forme de la grève féministe internationale et des modifications de la reproduction sociale dans la crise actuelle du capitalisme.

ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE

La dernière partie du livre propose de réfléchir à partir des problèmes militants posés aujourd'hui en proposant des pistes de réflexion, pas seulement pour le mouvement féministe, mais une stratégie féministe pour notre classe. Pour l'auteurice, il faut d'abord refuser l'élitisme lié à une posture radicale qui a de plus en plus court dans certains milieux féministes mais dont certains secteurs du mouvement social ne sont pas non plus exempt : « Cette culture de la radicalité est en fait une culture de l'élection et de la distinction. Elle ne peut toucher qu'une minorité de personnes parce qu'elle ne veut toucher qu'une minorité de personnes. [...] le but n'étant pas de modifier leurs positions politiques et leurs pratiques sociales, mais de se définir par opposition à elles. Le féminisme devient un instrument de distinction. » Il faut ensuite renouer avec notre histoire et refuser de caricaturer l'ensemble de la deuxième vague comme avec une vision déterministe (« cela a donné le féminisme d'état ») car il s'agit d'une vision parcellaire : « il serait préjudiciable de se priver des réflexions stratégiques si riches des XIXe et XXe siècles, de même que des expériences politiques qui y ont été faites : c'est l'héritage du mouvement ouvrier, cela doit être celui du mouvement féministe également. » Enfin, sortir de la radicalité de posture, c'est comprendre quelques enseignements des dernières expériences même embryonnaires, et c'est ce qu'Aurore Koechlin fait en tirant certains enseignements de son collectif féministe : d'abord comprendre l'état de conscience des masses, que ce soit la conscience de classe ou la conscience féministe, et la prendre où elle est pour la tirer en avant. C'est dans l'expérience collective que progresse la conscience. Chercher l'unité du mouvement, en construisant une politique propre des militantes féministes révolutionnaires, avec la perspective de la centralité de la grève et la mise en place d'un mouvement massif et majoritaire, c'est ce qui avancera vers la rupture révolutionnaire permettant de construire une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, pour l'émancipation de touTEs. □

Il y a 40 ans : la révolution iranienne

PAR JEAN-BAPTISTE PELÉ



Été 1978 / Wikicommons

En novembre 1979, la prise en otage du personnel de l'ambassade des États-Unis à Téhéran par des étudiantEs demandant l'extradition de leur roi déchu, le Shah Mohamed Reza Pahlavi, suscita un certain enthousiasme dans le mouvement anti-impérialiste du monde entier. La République islamique d'Iran, née quelques mois plus tôt, avait pourtant déjà commencé à réprimer le mouvement ouvrier et les luttes des femmes et des minorités nationales.

UN VASTE MOUVEMENT POPULAIRE

Le pouvoir du Shah avait été restauré après le coup d'État de 1953, organisé par les Britanniques et les États-Unis contre le Premier ministre Mossadegh, responsable de la nationalisation du pétrole. Le régime de Pahlavi devint un relais de l'impérialisme au Moyen-Orient. Grâce à la rente pétrolière, l'Iran devint le « gendarme du Golfe », garant de la bonne livraison de l'or noir dans les pays capitalistes. Le Shah était un acteur de l'économie capitaliste internationale dont l'intérêt était de moderniser l'Iran tout en maintenant une économie de rente. La réforme agraire profita ainsi à l'économie d'exportation et à quelques firmes de l'agrobusiness, l'industrie faisait appel à des cadres et ingénieurs venus des pays développés. Cette politique, ainsi que certaines réformes modernisatrices, heurta les anciennes classes dominantes et le haut clergé, elle n'améliora pas les conditions de vie des couches les plus pauvres de la société et favorisa un exode rural massif, qui fit s'entasser des millions de chômeurs et de chômeuses dans les bidonvilles. Le Shah s'était ainsi aliéné la grande majorité de la population. Une répression impitoyable s'abattait sur les opposants de gauche. Le clergé était la seule force indépendante du régime qui parvint à sauve-

garder son implantation, avec à sa tête l'ayatollah Khomeiny.

LA CHUTE DU SHAH

Le 8 janvier 1978, sur un fond de contestation de divers secteurs (ouvriers, étudiants, habitants des bidonvilles) et suite à la publication dans la presse gouvernementale d'un article insultant Khomeiny, commença un cycle de manifestations, avec des affrontements de plus en plus durs. Un tournant eut lieu en septembre, avec le début de la grève du pétrole. Khomeiny lança lui-même un appel à la grève générale, qui donna lieu aux premières élections de comités de grève. Une auto-organisation soutenue par le clergé qui demanda aux fidèles de verser les impôts religieux aux caisses de grève et encouragea les ouvriers du pétrole à relancer la production sous leur propre contrôle. La loi martiale et les changements de gouvernement n'y firent rien : le 16 janvier 1979, le Shah quittait le pays pour des « vacances », dont il ne reviendrait jamais. Khomeiny revenu, il fallut trois jours d'insurrection à Téhéran pour que le dernier gouvernement royaliste démissionne. Une insurrection que Khomeiny avait tenté de freiner en appelant au calme, mais qui lui offrit le pouvoir.

L'OCCASION MANQUÉE DU MOUVEMENT OUVRIER

L'unité du mouvement se fragilisa avec les discussions sur le nouveau régime. Le mois de mars fut marqué par les premières agressions de militantes féministes par des religieux, ainsi que par des affrontements avec les minorités nationales kurde et arabe. Le référendum instaurant la République islamique fut ainsi boycotté par les mouvements nationaux comme par l'es-

sentiel de l'extrême gauche et de la gauche. Les premiers mois du régime furent néanmoins marqués par un rapport de forces forçant le gouvernement à nationaliser le secteur bancaire ou encore l'industrie, notamment le pétrole. Dans les usines, les conseils ouvriers, les *shoras*, obtinrent la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires, l'interdiction des licenciements, le contrôle ouvrier sur les embauches et l'élection des responsables... Mais dès l'été, les arrestations de militants ouvriers commencèrent et la liberté de la presse fut restreinte. Dans les entreprises, des *shoras* islamiques lancèrent la chasse aux communistes. L'incapacité du mouvement ouvrier à prétendre au pouvoir s'explique sans doute par les illusions dans Khomeiny, figure de la lutte contre le Shah, pour la dignité et une certaine justice sociale. Elle est aussi due à l'absence d'un cadre national pour coordonner les actions dans les entreprises, les provinces en lutte, les campagnes, les universités, et aux années de répression précédant la révolution. Pour refermer durablement toutes les poches de liberté et de contestation, le gouvernement de Khomeiny sut saisir les occasions. La prise d'otages à l'ambassade des États-Unis fut la première. C'est dans ce contexte d'union nationale qu'en mars 1980, le gouvernement annonça la fermeture des universités pour les « purifier » des enseignants et étudiants de gauche et d'extrême gauche. Le second événement majeur fut la guerre Iran-Irak, de septembre 1980 à 1988. Là encore, l'union nationale permit d'imposer les lois d'exception et le musellement de l'opposition : au cours de la quasi-décennie de guerre, les arrestations et exécutions de militantEs du mouvement ouvrier se comptèrent en centaines de milliers. □